ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1954

SÉNAT

SÉANCES DU 27 AVRIL 1954 AU 7 NOVEMBRE 1954

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».
ABREVIATIONS : Doc. (Documents parlementaires). — Ann. (Annales parlementaires).

A

Accidents. — V. Catastrophes et accidents.

Accords internationaux. — V. Affaires étrangères.

Achats « Off shore ». — V. Affaires étrangères : Coopération économique.

Actes (Commerçants et) de commerce. — V. Droit commercial.

Administrations publiques.

LANGUES.

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Doc. — N° 75. Rapport de M. Allard.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 251 (29 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. ALLARD; p. 269 (29 juin 1954) .

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (30 juin 1954).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; p. 284.

Vote (30 juin 1954).

M. STRUYE justifie le vote de son groupe ; p. 325 à 326.

Observations de MM. le PRESIDENT et VERMEYLEN, m.i. ; p. 325 à 326.

M. SLEDSENS justifie son vote ; p. 326.

M. NOEL justifie le vote de son groupe ; p. 326.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 2 et 58 abstentions ; p. 326.

Se sont abstenus : MM. Adam (Ernest), Ancot, Buts, Couplet, Custers, comte d'Aspremont Lynden, De Baeck, De Boodt, Decoene, de la Vallée Poussin, Delport, Demarneffe, chevalier de Schaetzen, De Winter, Mlle Driessen, MM. Duvieusart, Estienne, Godin, Houben, Lagae, Leemans, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Leynen (Hubert), Leysen (Edmond), Mérenne, Mondelaers, Moreau de Melen, Mullie, Neefs (Cyriel), Neels (Gérard), Neybergh, Nihoul, Noël, baron Nothomb, Oblin, Pairon, Pede, Philips, Pholien, Santens, Segers, Servais (Léon), Sledsens, Struye, Stubbe, Van Bulck, Vandenberghe, Van en Storme, Van der Borght, Van Hemelrijck, Van Houtte, Van In, Van Laeys.

Administrations publiques. — LANGUES *(suite)*.

Van Loenhout, Van Oudenhove (Edgar), Van Peteghem, van Zeeland et Verhaest.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PERSONNEL.

Projet de loi interdisant toute augmentation des effectifs du personnel de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public.

Doc. — N° 82. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Van Acker, p.m. ; p. 262 (29 juin 1954).

Adultère. — V. Droit civil.

Affaire « dite Rinchard ». — V. Enquêtes.

Affaires étrangères.

AGRICULTURE ET HORTICULTURE.

Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur le sucre, fait à Londres le 1er octobre 1953.

Doc. — N° 47. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 108 (8 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. DOUTREPONT ; p. 166 (15 juin 1954).

Discussion générale (23 juin 1954).

Discours de MM. MARIEN (souligne les avantages qu'offre l'accord pour notre pays — remarque qu'il existe néanmoins un excédent de production et qu'il est nécessaire d'augmenter la consommation du sucre — demande de réintroduire la prohibition de la saccharine) ; p. 226 ;

DOUTREPONT, rapp. (concernant la prohibition de la saccharine et l'examen de la question par le gouvernement) ; p. 226 à 227 ;

LEEMANS (marque l'accord de son groupe) ; p. 227 ;

HENSKENS (demande d'octroyer aux planteurs de betteraves la part qui leur revient) ; p. 227 ;

Observations de MM. LAROCK, m.c.e. et DOUTREPONT; p. 227.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (23 juin 1954).

L'article unique est adopté ; p. 227.

Affaires étrangères. — AGRICULTURE ET HORTICULTURE (suite).

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents ; p. 257.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé, lors des votes par appel nominal, au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés.

Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DE DEFENSE.

Ann. — *Rectification de vote* (11 mai 1954).

M. SLEGTEN, ancien sénateur, dans une lettre au Président, déclare qu'il a émis un vote négatif et demande qu'il en soit pris acte ; p. 35.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER.

Ann. — M. VERMEYLEN, désigné comme ministre, renonce à son mandat de représentant à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

Le Sénat est d'accord sur la candidature de M. le Sénateur DETHIER, pour achever le mandat de M. VERMEYLEN ; p. 28 (5 mai 1954).

Représentants belges à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

(24 juin 1954.)

M. le PRESIDENT annonce que le mandat de MM. DEHOUSSE, P. DE SMET, DETHIER, MOTZ et STRUYE, délégués à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, vient à expiration le 30 juin 1954 et invite MM. les Présidents des Groupes du Sénat à lui faire parvenir les noms des candidats qu'ils proposent ; p. 230.

Nomination de 5 délégués à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (29 juin 1954).

MM. DEHOUSSE, P. DE SMET, DETHIER, MOTZ et STRUYE sont nommés délégués à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ; p. 251.

COOPERATION ECONOMIQUE.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, relatif aux achats dits « off shore » et des annexes, signés à Bruxelles, le 22 septembre 1953.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 251 (29 juin 1954).

Discussion générale (30 juin 1954).

Discours de M. LAROCK, m.c.e. (rappelle le triple objet du projet) ; p. 291.

Observations de MM. DUVIEUSART et BOUILLY, ; p. 291.

Discussion de l'article unique (30 juin 1954).

L'article unique est adopté ; p. 292.

Vote (30 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix contre 2 ; p. 327.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Agriculture et Horticulture. — V. Affaires étrangères.

Armée.

MILICE.

Proposition de loi abrogeant la loi du 24 juillet 1939 tendant à sauvegarder les droits des citoyens rappelés sous les armes.

Doc. — N° 21. Proposition de M. Van Laeys.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. VAN LAEYS ; p. 106 (25 mai 1954).

Armée. — MILICE (suite).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 108 (8 juin 1954).

OBLIGATIONS INTERNATIONALES.

Ann. — Transmission du rapport de la Commission mixte chargée de donner un avis sur les modifications à apporter à la législation en vue de permettre à la Belgique de remplir ses obligations internationales, tout en fixant au minimum la durée du service militaire ; p. 34 (11 mai 1954).

Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

V. Affaires étrangères : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

Associations internationale à but scientifique. — V. Droit civil : Personnification civile.

Aviation. — V. Communications.

Bonifications d'ancienneté. — V. Pensions · Pensions militaires.

B

Budgets. — Exercice 1954.

AFFAIRES ECONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES. (CREDITS AFFAIRES ECONOMIQUES.)

Budget du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes pour l'exercice 1954 (crédits Affaires économiques).

Doc. — N° 38. Rapport de M. Desmet (L.).

Ann. — Dépôt du rapport par M. L. DESMET ; p. 141 (10 juin 1954).

AFFAIRES ECONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES. (CREDITS CLASSES MOYENNES.)

Budget du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes pour l'exercice 1954 (crédits Classes moyennes).

Doc. — N° 39. Rapport de M. De Stobbeleir.

N° 42. Amendements présentés par le Gouvernement.

Ann. — Dépôt du rapport par M. DE STOBBELEIR ; p. 141 (10 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR. (CREDITS AFFAIRES ETRANGERES.)

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 45. Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 63. Rapport de M. Dehousse.

Observations de MM. le PRESIDENT et LEYNEN, relatives à la discussion du budget ; p. 218 (23 juin 1954).

Ann. — Dépôt du rapport par M. DEHOUSSE ; p. 227 (23 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR. (CREDITS COMMERCE EXTERIEUR.)

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1954 (crédits Commerce extérieur).

Doc. — N° 44. Rapport de M. Vinois.

Ann. — Dépôt du rapport par M. VINOIS ; p. 166 (15 juin 1954).

Discussion générale (23 juin 1954).

Discours de MM. LAROCK, m.c.e. (concernant le rôle du département du Commerce extérieur et le partage des responsabilités — le relevé de la situation, le volume du commerce extérieur — la nécessité d'accroître les exportations vers le Congo belge — les problèmes de Benelux : les voies d'eau, la politique commune dans l'O.E.C.E., la politique commune ou concertée à l'égard de la zone dollar, la libération des transferts de capitaux à l'intérieur de Benelux, la différence des salaires et des charges sociales

Budgets. — Exercice 1954. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR *(suite)*.

aux Pays-Bas et en Belgique, la disparité des prix défavorables à notre commerce intérieur, les problèmes agricoles — les problèmes de l'Union économique des Paiements : les conditions de la prorogation et les moyens d'élargir la libération des échanges — le commerce avec la zone dollar et particulièrement avec les Etats-Unis — les échanges avec le bloc oriental et avec les pays d'outre-mer — la nécessité d'établir des statistiques complètes, de conclure des accords qui permettraient d'occuper une main-d'œuvre nombreuse, de diversifier la production, de consulter tous les milieux intéressés aux accords commerciaux — l'accroissement des exportations, problème qui se pose tant au secteur privé qu'aux pouvoirs publics et qui peut être résolu par la coopération, l'action commune, l'information plus poussée dans le secteur privé, l'action sur les prix, les mesures fiscales et une judicieuse politique du crédit dans le chef des pouvoirs publics — le rôle et l'action du département en matière de développement de nos exportations, l'insuffisance numérique des agents extérieurs, l'adjonction temporaire de techniciens dans certaines zones spécialement pénétrables, la liaison avec les Chambres belges de commerce à l'étranger, la coopération des secteurs publics et privé en Belgique, l'établissement d'une politique commerciale à longue échéance et à court terme en matière de financement, de prospection des marchés, de politique d'importation en rapport avec l'expansion et de l'adaptation rationnelle de l'appareil de production) ; p. 210 à 215 ;

Observations de MM. DECOENE et ROLIN ; p. 211 à 214;

LEEMANS (concernant les problèmes de Benelux, l'importation de cigares hollandais, de vêtements et tissus de laine, de meubles métalliques, de tapis, en fibres dures, les « heffingen » sur le beurre, la liberté du marché, l'intégration économique et la convertibilité ; les entraves à une libre économie internationale du marché et les mesures que le gouvernement compte prendre pour y remédier ; l'insuffisance de notre concurrence sur le marché extérieur ; le projet de protocole concernant la réciprocité en matière d'adjudications publiques ; le financement de notre expansion commerciale, la simplification de l'octroi des crédits ; la consultation de tous les milieux intéressés aux négociations en matière d'accords commerciaux ; la création de centres régionaux de commerce extérieur ; les situations linguistiques au département) ; p. 215 à 218.

Observations de M. LAROCK, m.c.e. ; p. 217 ;

VINOIS, rapp. (concernant l'insuffisance des crédits au commerce extérieur — l'intégration économique européenne — la représentation des intérêts économiques belges à l'étranger — les frais de représentation — la participation aux réunions, foires et expositions — la constitution d'organismes commerciaux de vente — l'octroi de crédits à moyen et à long terme — le problème Benelux, spécialement en ce qui concerne le tissage de la laine) ; pp. 218 à 219 ;

ROLIN (concernant le développement du commerce extérieur, moyen de lutte contre le chômage — la coordination des efforts des exportateurs ; le crédit à long terme et la notion de prêt d'honneur ; le commerce avec l'Est et les listes de produits stratégiques, la nécessité de conclure des accords plurilatéraux ; l'uranium — la fourniture d'armes au Guatémala et la demande des Etats-Unis de consentir à la visite de navires battant pavillon belge) ; pp. 219 à 220 ;

Observations de MM. LAROCK, LEEMANS, le PRESIDENT ; pp. 219 à 220 ;

DUVIEUSART (concernant le développement du commerce extérieur au cours des dernières années, le volume du commerce extérieur, la politique suivie ; le problème Benelux, la différence existant entre les salaires néerlandais et belges, la réunion des ministres de Benelux, la négociation en commun des accords commerciaux, le protocole sur la libre circulation des capitaux, le protocole sur les adjudications ; l'Union européenne des Paiements ; le commerce avec l'Est, le secteur des colorants ; le commerce avec la zone dollars ; la coordination des efforts privés : les efforts des pouvoirs publics, les ristournes fiscales et sociales, le secteur des fabrications métalliques, les accords commerciaux, la politique monétaire, les marges bénéficiaires, le financement par la S.N.C.I., la réglementation des changes ; l'intégration économique, la conclusion d'une union douanière dans la communauté politique européenne, la libération des mesures restrictives quantitatives, l'intégration financière, l'unité de monnaie, l'unité en matière de politique financière, la fixation d'un délai d'exécution ; l'uranium ; les événements au Guatémala) ; pp. 220 à 223 ;

Observations de MM. STRUYE, LAROCK, DOUTREPONT et BOUILLY ; pp. 221 à 223 ;

M. LAROCK, m.c.e. (répond aux questions qui lui ont été posées) ; pp. 223 à 226.

Observations de MM. DUVIEUSART, LEEMANS et DOUTREPONT ; pp. 224 à 226.

La discussion générale est close.

Budgets. — Exercice 1954.

COLONIES.

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 5-XII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

DEFENSE NATIONALE.

Doc. — N° 5-X. — Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 51. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 150 (15 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. MACHTENS ; p. 174 (16 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 5-II. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 108 (8 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

GENDARMERIE.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 5-XI. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 69. Rapport de M. Vreven.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 108 (8 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

INTERIEUR.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 46. Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 48. Rapport complémentaire de M. Yernaux.

Ann. — Proposition de renvoi en commission par M. HARMEGNIES ; p. 79 (25 mai 1954).

Dépôt du rapport complémentaire par M. YERNAUX ; p. 166 (15 juin 1954).

Discussion générale (24 juin 1954).

Discours de MM. YERNAUX, rapp. (concernant les amendements présentés par le Gouvernement) ; p. 230 ;

Budgets. — Exercice 1954. — INTERIEUR (*suite*).

PARMENTIER (concernant la majoration du Fonds des communes et du Fonds d'assistance publique ; la nécessité de majorer le Fonds des provinces ; l'accentuation de la décentralisation) ; pp. 230 à 231 ;

HARMEGNIES (concernant les indemnités de milice et les rappels sous les armes ; la taxe concernant l'enlèvement des immondices ; l'insuffisance de la péréquation, la nécessité de péréquater le Fonds des communes de 10 p. c. et le Fonds d'assistance publique de 15 p. c. ; une solution complète du problème en 1955 ; les emprunts garantis par l'Etat ; la revision cadastrale ; la politique en matière de travaux communaux et provinciaux ; la lutte contre le chômage ; la nécessité de promouvoir l'exécution de travaux communaux) ; pp. 231 à 232 ;

Observations du Comte d'ASPREMONT LYNDEN, MM. SLEDSENS, R. DESMET et le PRESIDENT ; pp. 231 à 232 ;

VERMEYLEN, m.i. (répond aux observations de MM. YERNAUX, PARMENTIER et HARMEGNIES ; introduira un régime nouveau pour le paiement des indemnités de milice ; impute les retards, en ce qui concerne le Fonds d'assistance publique, au gouvernement précédent ; se montrera moins draconien en ce qui concerne l'établissement de la taxe sur les immondices ; annonce une revision du revenu cadastral ; examinera les adaptations de la loi sur les finances communales ; précise que le complément au Fonds des communes n'est pas prévu pour 1954 mais bien pour 1953) ; pp. 232 à 233 ;

Observations de MM. SLEDSENS, HARMEGNIES et le PRESIDENT ; pp. 232 à 233 ;

NOEL (concernant la disproportion entre les recettes des communes qui restent stables, et les dépenses qui augmentent ; l'augmentation du Fonds des communes ; l'introduction d'un critère nouveau dans la loi à l'occasion de la discussion d'un budget) ; pp. 233 à 234 ;

Observations de MM. ORBAN, VERMEYLEN, m.i. et YERNAUX ; pp. 233 à 234.

Reprise de la discussion générale (24 juin 1954).

Discours de M. LEYNEN (concernant la publication du recensement linguistique et ses conséquences ; les intentions du ministre à propos du projet de loi déposé par M. MOYERSOEN lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, en vue de l'assouplissement de la législation linguistique de 1932 ; le dépôt d'un autre projet de loi à la Chambre des Représentants, projet en contradiction avec le projet de M. Moyersoen déjà adopté par le Sénat ; la consultation de la commission pour l'inspection linguistique) ; pp. 242 à 243 ;

Observations de MM. YERNAUX, VERMEYLEN, m.i., le PRESIDENT, LILAR, m.j. ; pp. 242 à 243 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 juin 1954).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 243.

Discussion des articles du projet de loi (24 juin 1954).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion ; p. 243.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et 3 abstentions ; p. 256.

Se sont abstenus : le Baron de DORLODOT, MM. MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé lors des votes par appel nominal, au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés. Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

Budgets. — Exercice 1954. — INTERIEUR (*suite*).

Budgets. — Exercice 1954.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 27. Amendements présentés par le Gouvernement.
N° 41. Rapport de M. Chot.

Ann. *Discussion générale* (17 juin 1954.)

Discours de MM. CHOT, rapp. (concernant la situation paradoxale en matière des budgets 1954 ; le fonctionnement de l'appareil judiciaire ; l'encombrement des rôles des justices de paix urbaines et les moyens de pallier ce mal, le problème des locaux judiciaires ; la répression de l'ivresse au volant ; la protection de la profession d'avocat et les secrétaires de parquet ; le reclassement de l'enfance délinquante et les établissements de rééducation) ; pp. 176 à 179 ;

Observations de MM. BOUILLY, VAN GERVEN, DUVIEUSART, HARMEGNIES ; pp. 176 à 177 ;

KLUYSKENS (concernant son vote contre le budget — les justices de paix urbaines, la répression de l'ivresse au volant ; la protection de la profession d'avocat) ; pp. 179 à 180 ;

Observations de M. ROLIN ; p. 179 ;

Mme CISELET (pose des questions au sujet de la protection de l'enfance), demande au ministre s'il entre dans ses intentions de redéposer le projet instaurant le régime de probation) ; p. 181 ;

ROLIN (concernant deux amendements se rapportant à l'entretien et l'éducation des enfants confiés aux établissements de l'Etat et aux établissements privés ; déclare en son nom personnel qu'il juge inopportun que le projet Lagae serait redéposé) ; pp. 181 à 182 ;

Observations de M. ORBAN ; pp. 181 et 182 ;

COULONVAUX (concernant la communication par les parquets des dossiers répressifs en matière d'accidents du roulage ; la communication à l'avocat-conseil du dossier dès la mise en inculpation, premier pas vers l'instauration de l'instruction contradictoire ; la protection des plaignants et l'observance scrupuleuse des délais afin d'éviter le danger de prescription ; parle de l'ivresse au volant ; la protection de la profession d'avocat) ; pp. 182 à 184 ;

ORBAN (appuie M. Rolin dans sa proposition de ne plus redéposer le projet Lagae ; se plaint du dépôt tardif du rapport ; parle de l'ivresse au volant et du suicide à la prison de Saint-Gilles) ; p. 184 ;

CHOT (concernant les peines minimes prévues dans le Code pénal pour la répression des actes de sabotage aux champs d'aviation militaire) ; p. 184 ;

ANCOT (concernant le dépôt tardif du rapport ; le fait qu'aucune suite n'est réservée aux observations et propositions faites lors des discussions des budgets ; propose de tenir des sessions séparées pour des délits involontaires et des délits qui sont moralement injustifiés ; fait des observations concernant l'encombrement des rôles de certaines justices de paix ; les accidents de roulage dus à l'état d'ivresse ; les nominations dans la magistrature ; la faillite d'études notariales ; la protection de la profession d'avocat) ; pp. 184 à 186 ;

Mme BEECKMAN-Vve Vandervelde (concernant le suicide qui s'est produit à la prison de Saint-Gilles ; la protection de l'enfance ; appuie M. Rolin dans sa proposition de ne plus redéposer le projet Lagae) ; p. 187.

Reprise de la discussion générale (22 juin 1954).

Discours de MM. LILAR, m.j. (concernant l'organisation judiciaire : le retard existant auprès de nos tribunaux, les justices de paix ; la modernisation des greffes ; la régulari-

Budgets. — Exercice 1954. — JUSTICE *(suite)*.

sation du personnel temporaire des parquets et des greffes; les locaux destinés à l'administration de la justice ; le problème de la répression de l'ivresse au volant ; la protection de la profession d'avocat ; la probation ; la protection de l'enfance et l'assistance éducative ; la situation des établissements de l'Etat ; les conséquences sociales de l'incarcération ; la création de tribunaux distincts pour des crimes infamants et ceux qui ne le sont pas ; la protection du public contre l'escroquerie ; le contrôle des associations sans but lucratif ; le suicide commis par un détenu à la prison de Saint-Gilles ; la communication aux justiciables de pièces ou de dossiers au cours des instructions ; la communication des dossiers répressifs aux compagnies d'assurances et la communication des dossiers répressifs avant la première comparution devant la Chambre du Conseil ; la déconfiture des études notariales ; le projet Lagae et les divergences de vues concernant l'opportunité de son dépôt) ; pp. 190 à 197 ;

Observations de MM. ANCOT, ROLIN, DE BOODT, Mlle DRIESSEN, Mme BEECKMAN-Vve Vandervelde, M. LEYNEN ; pp. 191 à 194 ;

DE BOODT (concernant la situation lamentable à l'institut d'observation de Mol) ; p. 197 ;

Observation de M. ROLIN ; p. 197 ;

LECLERCQ (demande la communication aux avocats, comme aux compagnies d'assurances, de la copie du premier procès-verbal de l'information, avant toute espèce de clôture de l'instruction ; parle de la situation des membres du personnel de la police judiciaire) ; pp. 197 à 198 ;

Observations de M. BOUILLY et de M. le PRESIDENT ; p. 198 ;

VERBERT (concernant la situation à l'institut d'observation de Mol et la composition des commissions de contrôle des établissements de l'arrondissement de Turnhout) ; pp. 198 à 199 ;

LAGAE (concernant la portée exacte du projet dit « projet Lagae ») ; p. 199 ;

Observations de MM. ROLIN et BOUILLY ; p. 199 ;

ROLIN (concernant le projet Lagae) ; pp. 199 à 200 ;

MOUREAUX (concernant les causes essentielles de la déconfiture de certaines études notariales) ; p. 200 ;

Observations de MM. DE BOODT, HARMEGNIES, BOUILLY, le PRESIDENT et ROLIN ; p. 200.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 juin 1954).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 200.

Discussion des articles du projet de loi (22 juin 1954).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion ; p. 200.

L'amendement du gouvernement tendant à l'insertion d'un article 3bis est adopté, remis aux voix et définitivement adopté ; pp. 200 et 201.

Les articles 4 à 10 sont adoptés sans discussion ; pp. 200 et 201.

L'assemblée marque son accord pour que la numérotation des articles soit modifiée ; p. 201.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et 3 abstentions ; p. 256.

Se sont abstenus : le Baron de Dorlodot et MM. Merenne et Noël.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé lors du vote par appel nominal, au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés

Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

Budgets. — Exercice 1954. — JUSTICE *(suite)*.

séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés

Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

Budgets. — Exercice 1954.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 5-V. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 50. Rapport de M. Harmegnies.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants : p. 108 (8 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. HARMEGNIES ; p. 187 (17 juin 1954).

Discussion générale jointe à celle du Budget des Recettes et Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1954 : p. 202 (22 juin 1954).

Discussion des articles du tableau (22 juin 1954).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 207.

Discussion de l'article unique du projet de loi (22 juin 1954.)

Adopté : p. 207.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et 3 abstentions ; p. 256.

Se sont abstenus : le Baron de DORLODOT, MM. MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé lors des votes par appel nominal, au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés.

Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 368.

Budgets. — Exercice 1954.

PENSIONS.

Budget des pensions pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 5-III. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 66. Rapport de M. Molter.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 108 (8 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. MOLTER ; p. 227 (23 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.

RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 90. Amendements présentés par le gouvernement.

Budgets. — Exercice 1954.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.

Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 32. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Dépôt du rapport par M. DOUTREPONT ; p. 136 (9 juin 1954).

Discussion générale (22 juin 1954.)

A cette discussion générale est jointe celle du Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1954.

Observations de MM. DIERCKX, le PRESIDENT, DU-VIEUSART, TROCLET, m.t.p.s., BOUILLY, ROLIN, DOUTREPONT concernant l'absence de M. le Ministre des Finances ; p. 202.

La séance est suspendue ; p. 202.

Budgets. — Exercice 1954. — RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE *(suite)*.

Discours de MM. DOUTREPONT, rapp. (adresse des critiques à l'Administration des Finances au sujet de la présentation du budget ; se déclare adversaire de la méthode suivie qui est inconstitutionnelle et qui entrave le contrôle parlementaire ; exprime le désir que la question soit réexaminée pour 1955) ; pp. 202 à 203 ;

Observations de M. P. DE SMET ; p. 203 ;

DIERCKX (déplore l'absentéisme d'un grand nombre de membres du Sénat ; précise l'aspect budgétaire de la méthode suivie depuis le budget de 1951 et énumère les objections contre cette méthode ; concernant la position adoptée le 27 novembre 1952 par le Ministre des Finances ; demande de régulariser la situation) ; pp. 203 à 205 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, DUVIEUSART, DOUTREPONT, LIEBAERT, m.f. BOUILLY ;

LIEBAERT, m.f. (dit qu'il s'inspirera des remarques émises et demande de voter les budgets) ; p. 205 ;

Observations de MM. DOUTREPONT et P. DE SMET ; p. 205 ;

DUVIEUSART (demande au ministre de préciser sa pensée) ; p. 206 ;

LIEBAERT, m.f. (dit qu'il se propose de faire figurer au budget les chiffres nets et les chiffres bruts) ; p. 206 ;

DOUTREPONT (demande d'examiner la question au sein de la Commission des Finances avant de prendre une décision) ; p. 206 ;

Observations de MM. DIERCKX, DUVIEUSART, LIEBAERT, m.f. et DOUTREPONT ; p. 206.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 juin 1954).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 207.

Discussion de l'article unique du projet de loi (22 juin 1954).

L'article unique est adopté sans discussion ; p. 207.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix et 3 abstentions ; p. 256.

Se sont abstenus : MM. le baron de DORLODOT, MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé, lors des votes par appel nominal au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés.

Il est donné acte à M. Smets de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

Budgets. — Exercice 1954.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 33. Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

N° 43. Amendements présentés par le gouvernement.

Ann. — Dépôt du rapport par Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE ; p. 136 (9 juin 1954).

Discussion générale (15 juin 1954).

Discours de Mlle DRIESSEN (concernant la nouvelle orientation de la politique gouvernementale en ce qui concerne la pluralité des institutions, la politique familiale, les droits acquis ; le service d'aide familiale et la réduction des crédits ; les subsides aux crèches et aux garderies ; l'O.N.O.V.A. et l'O.N.E. ; la lutte contre la tuberculose ; la réduction des subsides au Fonds commun) ; p. 150 à 151 ;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, rapp. (concernant différents points soulevés dans son rapport ; l'organisation du département et l'absence d'un plan d'ensemble ; la réforme de l'assistance publique, l'Office médico-légal, les subsides dus aux communes, le contrôle complet des œuvres rattachées au département, l'Ordre des pharmaciens, l'Institut Pasteur, l'octroi des primes De Taeye ; la lutte contre l'alcoolisme ; le budget pour 1955) ; pp. 151 à 153 ;

Budgets. — Exercice 1954. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE *(suite)*.

Observations de M. ORBAN ; p. 153 ;

Mme CISELET (concernant la politique en matière de subventions, le Fonds national du logement et la lutte contre les taudis ; l'inspection médicale scolaire ; la protection des eaux contre la pollution ; le budget proposé par l'O.N.E. ; les placements spécialisés d'enfants) ; pp. 153 à 154 ;

NOEL (concernant les habitations à bon marché et l'arrêté d'avril 1954 permettant l'augmentation des loyers ; la réforme de l'assistance publique ; la situation des victimes de la guerre) ; pp. 154 à 155 ;

Baron de DORLODOT (concernant l'épidémie de poliomyélite dans la région de Beaumont) ; p. 155 ;

VERHAEST (concernant l'aide familiale et la réduction des crédits pour ce poste) ; pp. 155 à 156;

Observations de MM. VERBERT, SLEDSENS et STUBBE ; pp. 155 et 156 ;

SLEDSENS (concernant la lutte contre l'alcoolisme et la proposition de loi déposée à la Chambre par M. Lahaye c.s. ; la critique concernant l'application de la loi De Taeye ; la politique du nouveau gouvernement en matière de logement) ; pp. 156 à 157 ;

Observations de M. VERBERT et Mme BEECKMAN-Vve Vandervelde ; pp. 156 et 157 ;

VAN PETEGHEM (concernant la pollution des eaux de la Durme, du canal de Stekene et de la Zuidlede) ; pp. 157 à 158 ;

Observation de M. SMETS ; p. 158 ;

LECLERCQ (concernant le centre intercommunal de santé du canton de Mons) ; pp. 158 à 159 ;

Observations de MM. ANCOT, le PRESIDENT et RONSE ; p. 159 ;

LEBURTON, m.s.p. et f. (rappelle les passages de la déclaration gouvernementale qui ont trait à la politique du département; concernant la complexité du département; le problème du logement : les conséquences de la politique suivie par le gouvernement précédent, la lutte contre les taudis, les primes à la construction, les arrêtés relatifs aux conditions de location par la S.N.H.B.M. ; le problème hospitalier ; les distributions d'eau et le problème des eaux usées ; la réforme de l'assistance publique ; les œuvres médico-sociales : les centres de santé, la question des aides familiales, l'O.N.E., le Fonds commun, l'Office médico-légal ; l'épidémie de poliomyélite) ; pp. 159 à 164 ;

Observations de MM. DEBOODT, SEGERS, STUBBE, SLEDSENS, VERBERT, BAERT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. CUSTERS, BOUILLY, HARMEGNIES, HOUBEN, ANCOT, Mlle DRIESSEN, MM. MOULIN et DOUTREPONT ; pp. 159 à 163 ;

RONSE (concernant la politique du logement et l'appréciation de la politique suivie par le gouvernement précédent) ; pp. 164 à 166 ;

Observations de MM. VERBERT, DE BLOCK et VERGEYLEN ; pp. 164 à 166 ;

Observations de MM. le PRESIDENT et DOUTREPONT; p. 166.

Discussion des articles du tableau (16 juin 1954).

Les articles 1 à 5 sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 168.

Art. 6.

L'amendement du gouvernement à l'article 6-2 est adopté. L'article 6 amendé est adopté ; p. 168

Art. 7 à 9.

Adoptés ; p. 168.

Budgets. — Exercice 1954. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE *(suite)*.

Art. 10.

L'amendement du gouvernement à l'article 10-1 est adopté.
L'article 10 amendé est adopté ; p. 168.

Art. 11 à 20.

Adoptés ; p. 168.

Art. 21.

Les amendements du gouvernement à l'article 21-2 et 21-3 sont adoptés ; p. 168.
L'amendement du gouvernement à l'article 21-7 est adopté par 81 voix contre 67 et 1 abstention ; p. 169.
S'est abstenu : le Baron ZURSTRASSEN qui justifie son abstention.
Observations de M. DERBAIX qui demande des explications au sujet de l'article 21-12 et de M. LEBURTON, m.s.p. et f.
L'article 21 amendé est adopté ; p. 169.

Art. 22 et 23.

Adoptés ; p. 169.

Art. 24.

L'amendement du gouvernement à l'article 24-1 est adopté.
L'article 24 amendé est adopté ; p. 170.

Art. 25 à 27.

Adoptés ; p. 170.

Art. 28.

Les amendements du gouvernement à l'article 28-1, 28-6, 28-7, 1° et 28-7, 2°, 28-8, 28-9, 28-10 et 28-17 sont adoptés ; pp. 172 à 173.
Observations de MM. LEBURTON, m.s.p. et f. (concernant l'article 28-7), ANCOT, LEBURTON, SLEDSENS (concernant l'article 28-7 et 28-10).
L'article 28 amendé est adopté ; p. 173.
L'article 29 du chapitre IV de la section I et l'article 22 du chapitre II de la section 2 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 173.
Les articles amendés du tableau sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés ; p. 173.
Discussion des articles du projet de loi (16 juin 1954).
Les articles 1 à 4 sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 173.

Vote (16 juin 1954).

M. RONSE justifie le vote négatif de son groupe ; p. 173.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 65 et 1 abstention ; p. 174.
S'est abstenu : le Baron ZURSTRASSEN qui justifie son abstention ; p. 174.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Budgets. — Exercice 1954.
TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.
Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1954.
Doc. — N° 23. Rapport de M. Verbert + Annexes.
Ann. *Discussion générale* (10 juin 1954).
Discours de MM. VERBERT, rapp. (concernant le rapport et le vote du budget en commission ; les questions posées par les membres et leur publication) ; p. 138 ;
TROCLET, m.t.p.s. (observations) ; p. 138.
La discussion générale est close.
Discussion des articles du tableau (10 juin 1954).
(Texte amendé par le gouvernement.)
Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 138.
Discussion des articles du projet de loi (10 juin 1954).
Les articles 1 et 2 sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 138.

Vote (10 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 55 et 2 abstentions ; p. 140.

Budgets. — Exercice 1954. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE *(suite)*.
Se sont abstenus : MM. NOEL et MERENNE qui justifient leur abstention ; p. 140.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Budgets. — Exercice 1954.
TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.
(CREDITS RECONSTRUCTION.)
Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1954.
Doc. — N° 65. Rapport de M. Lacroix.
N° 71. Amendements présentés par le gouvernement.
N° 89. Amendements présentés par le gouvernement.
Ann. — Dépôt du rapport par M. LACROIX ; p. 227 (23 juin 1954).

Budgets. — Exercice 1954.
TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.
(CREDITS TRAVAUX PUBLICS.)
Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1954.
Doc. — N° 71. Amendements présentés par le Gouvernement.
N° 88. Rapport de M. Delor.
N° 89. Amendements présentés par le gouvernement.
Ann. — Dépôt du rapport par M. DELOR, p. 328 (30 juin 1954).

Budgets coloniaux. — V. Colonies.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives : Sénat.

C

Caisse nationale de crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie.

Catastrophes et accidents.
Ann. — *Catastrophe minière de Quaregnon* : Le Président rend hommage aux victimes de cette catastrophe. M. Vermeylen, m.i. s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 78 (25-5-1954).
Catastrophe de Florzée-Rouvreux : Le Président rend hommage aux victimes de cette catastrophe. M. Vermeylen, m.i. s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 108 (8 juin 1954).

Chambres législatives.
Ann. — Le Président annonce que, par message du 27 avril 1954, la Chambre des Représentants fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour ; p. 28 (5 mai 1954).

PROJETS CADUCS.
Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.
Doc. — N° 7. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 20. Rapport de M. De Block.
Ann. — Projet transmis par la Chambre ; p. 50 (12 mai 1954).
Observations de MM. le PRESIDENT et VERMEYLEN, m.i. relatives à la présence du gouvernement en séance ; p. 71 (13 mai 1954).

Discussion générale (13 mai 1954).

Discours de M. DE BLOCK, rapp. (concernant la portée du projet) ; p. 72.
Observation de M. ORBAN ; p. 72.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (13 mai 1954).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion ; p. 72.

Chambres législatives. — PROJETS CADUCS *(suite)*.

Vote (13 mai 1954).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 154 membres présents ; p. 74.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Doc. — N° 26. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 53. Rapport de M. Estienne.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 108 (8 juin 1954).

Dépôt et lecture du rapport par M. Estienne ; p. 176 (17 juin 1954).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (17 juin 1954).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion ; p. 177.

Vote (17 juin 1954).

Motion d'ordre de M. Bouilly qui demande de remettre le vote à demain. Interventions de MM. le Président et Ancot.

L'assemblée décide de procéder immédiatement au vote ; p. 180.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 voix contre 1 ; p. 180.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi portant dérogation à l'article 1er de la loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés, en ce qui concerne la proposition de loi tendant à instituer un Code civil du Travail (Sénat, Session de 1950-1951, n° 125) et la proposition de loi tendant à déterminer le statut des voyageurs et représentants de commerce (Sénat, Session de 1951-1952, n° 131).

Doc. — N° 40. Proposition de M. Moulin.

N° 54. Rapport de M. Neels.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Moulin ; p. 106 (25 mai 1954).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 167 (16 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. Neels ; p. 188 (17 juin 1954).

Discussion générale (22 juin 1954).

Observations de M. NEELS, rapp. ; p. 201.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (22 juin 1954).

Adopté sans discussion ; p. 202.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents ; p. 257.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. SMETS ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé lors des votes par appel nominal au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés.

Il est donné acte à M. SMETS de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

Chambres législatives. — Sénat.

AJOURNEMENT.

Ann. — Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure ; p. 328 (30 juin 1954).

BUREAU DEFINITIF.

Nomination du Bureau définitif (5 mai 1954).

Ann. — *Président* : M. COULONVAUX, au nom du groupe libéral, présente la candidature de M. GILLON ; p. 26.

M. Edg. DE BRUYNE, au nom du groupe social-chrétien, rend hommage au président sortant et déclare qu'il ne proposera pas de candidature.

Observations de MM. DOUTREPONT et HARMEGNIES.

M. ROLIN, au nom du groupe socialiste, appuie la candidature de M. GILLON ; p. 27.

M. Robert GILLON est proclamé président au Sénat ; p. 27, et prononce son allocution ; p. 28.

Premier vice-Président : M. ROLIN présente la candidature de M. BOUILLY.

M. BOUILLY est proclamé premier vice-président ; p. 27.

Deuxième vice-Président : M. Edg. DE BRUYNE présente la candidature de M. MULLIE.

M. MULLIE est proclamé deuxième vice-président ; p. 27.

Troisième vice-Président : M. Edg. DE BRUYNE présente la candidature de M. MOREAU de MELEN.

M. MOREAU de MELEN est proclamé troisième vice-président ; p. 27.

Secrétaires : M. ROLIN propose la candidature de MM. CROMMEN, MOULIN et CRAEYBECKX ;

M. Edg. DE BRUYNE propose celle de MM. DERBAIX, JESPERS et DE MAN ;

MM. CROMMEN, MOULIN, CRAEYBECKX, DERBAIX, JESPERS et DE MAN sont proclamés secrétaires du Sénat ; p. 27.

Questeurs : M. ROLIN présente la candidature de MM. DOUTREPONT et MISSIAEN ;

M. COULONVAUX présente celle de M. DE STOBBELEIR et M. Edg. DE BRUYNE celle de M. VAN BUGGENHOUT et du Baron ZURSTRASSEN.

MM. DOUTREPONT, MISSIAEN, DE STOBBELEIR, VAN BUGGENHOUT et le Baron ZURSTRASSEN sont proclamés questeurs du Sénat ; pp. 27 à 28.

Le PRESIDENT déclare que le Sénat est constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; p. 28 (5 mai 1954).

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — Nomination des membres de la Commission permanente de vérification des pouvoirs ; p. 3 (27 avril 1954).

M. Rolin attire l'attention du Sénat sur la nécessité de composer le plus rapidement possible les commissions

M. le Président propose une réunion des chefs de groupe. — Observation de M. Edg. De Bruyne ; p. 36 (11 mai 1954).

Composition des commissions permanentes ; pp. 70 et 75 (13 mai 1954).

Composition des bureaux des commissions permanentes ; p. 79 (25 mai 1954).

Composition de la commission du travail parlementaire ; p. 111 (8 juin 1954).

Composition de la commission du règlement ; p. 138 (10 juin 1954).

COMMISSIONS SPECIALES.

Ann. — M. le Président propose de composer une commission spéciale chargée d'examiner les effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés ; p. 48 (11 mai 1954).

Nomination des membres de la commission spéciale ; p. 50 (12 mai 1954).

Suite à la proposition de M. Coulonvaux tendant à modifier l'article 89 du règlement, le Sénat marque son accord à la désignation des 23 membres, au lieu de 21, de la commission de revision de la Constitution.

M. le Président propose de déroger aux dispositions de l'article 90 du règlement en vertu duquel le Président du Sénat préside de droit la commission de revision de la Constitution et de conférer la présidence de M. Paul Struye.

L'assemblée marque son accord ; p. 109 (8 juin 1954).

Chambres législatives. — SENAT *(suite)*.

COOPTATION.

Ann. — Election de 23 sénateurs choisis directement par le Sénat.

Sont proclamés membres du Sénat : MM. Coulonvaux, Parmentier, Van Audenhove, Chot, De Block, Dehousse, Molter, Rolin, Rolland, Mme Janson-Vve Spaak, MM. Smets, Dethier, Van Belle, Van Houtte, van Zeeland, Segers, Pholien, De Bruyne, Edg., Mlle Driessen, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Philips, Servais, Léon et Baert.

Observations de MM. le Président, Sledsens et Doutrepont; pp. 22 et 23 (4 mai 1954).

DECES.

Ann. — M. le Président rend hommage à la mémoire de M. le sénateur Mazereel ; p. 3 (27 avril 1954).

INCIDENTS.

Ann. — M. Rolin attire l'attention du Sénat sur la nécessité de composer le plus rapidement possible les commissions. M. le Président propose une réunion des chefs de groupe. — Observation de M. Edg. De Bruyne ; p. 36 (11 mai 1954).

Motion du baron de Dorlodot relative à la recevabilité d'un ordre du jour. Observations de MM. le Président, Harmegnies, Bouilly, Delmotte, Mme Beeckman-Vve Vandervelde et M. Rolin ; pp. 72 à 73 (13 mai 1954).

LISTES.

Doc. — N° 1. Liste alphabétique des membres du Sénat.
N° 2. Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
N° 3. Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.
N° 4. Liste des commissions permanentes.

ORDRE DES TRAVAUX.

24 juin 1954.

M. VAN ACKER, p.m. (demande au Sénat d'organiser ses travaux de manière à pouvoir les terminer le mercredi suivant) ; p. 234 ;

M. STRUYE (propose de demeurer en session jusqu'au 20 juillet pour permettre la discussion des budgets dont plusieurs sont rapportés et de certains autres projets ; remarque que le Sénat doit entreprendre l'œuvre de la revision de la Constitution ; déclare qu'il est inadmissible, étant donné les circonstances présentes, de ne pas discuter le budget des Affaires étrangères, alors que depuis six mois il n'y a plus eu au Sénat un échange de vues sur les problèmes de politique étrangère) ; pp. 234 à 235 ;

Observations du Comte d'Aspremont Lynden, MM. Rolin, Van Acker, p.m., Bouilly, Orban, Harmegnies et Doutrepont ; pp. 234 à 235 ;

M. COULONVAUX (propose de siéger une semaine de plus que ne le demande le Premier Ministre, de discuter le budget des Affaires étrangères et celui de la Défense nationale et certains projets qui requièrent une solution immédiate) ; pp. 235 à 236 ;

Observations de MM. le Président, le Comte d'Aspremont Lynden, Orban, Bouilly, Sledsens, Van Acker, p.m., Houben, Struye, Duray, Godin, Doutrepont, Custers, Leynen ; pp. 235 à 237 ;

M. VAN ACKER, p.m. (déclare que le gouvernement doit pouvoir préparer les budgets pour 1955 et étudier les problèmes qu'il est appelé à résoudre) ; pp. 236 à 237 ;

M. le PRESIDENT (déclare que la commission des Affaires étrangères avait exprimé le souhait d'avoir un débat sur la politique étrangère et qu'étant donné la situation internationale, le débat sur les affaires étrangères prime les autres considérations ; propose d'inscrire le débat à l'ordre du jour) ; p. 237 ;

Chambres législatives. — SENAT. — ORDRE DES TRAVAUX *(suite)*.

M. SPAAK, m.a.e. (déclare que le gouvernement désire présenter les budgets pour 1955 à temps pour qu'ils puissent être votés avant la fin de l'année, selon les normes constitutionnelles ; dit qu'il s'est longuement expliqué devant la commission ; que celle-ci a adopté son budget et qu'un débat sur la politique étrangère n'est donc pas indispensable en ce moment) ; pp. 237 à 238 ;

Observations de MM. Struye, Orban, Doutrepont, Leynen et Maurice Servais ; pp. 237 à 238 ;

Le Comte d'ASPREMONT LYNDEN (rend hommage au Président et le remercie d'avoir défendu les prérogatives de la Haute Assemblée ; reproche au gouvernement d'éviter certaines discussions et de vouloir se débarrasser du contrôle parlementaire ; déclare que les graves problèmes de l'heure doivent pouvoir être discutés par l'assemblée) ; p. 238 ;

Observations de MM. De Stobbeleir, Harmegnies, Yernaux, Spaak, m.a.e., Machtens, Bouilly, le Président ; pp. 238 à 239 ;

M. COULONVAUX (marque son accord à la proposition de M. Spaak ; déclare que deux journées supplémentaires de travail seraient suffisantes et que les prérogatives du Parlement seraient respectées) ; p. 239 ;

M. STRUYE (déclare que l'ordre du jour est largement étoffé pour trois semaines de discussion et maintient sa proposition) ; p. 239 ;

Observations de MM. Machtens et Yernaux ; p. 239 ;

M. VAN ACKER, p.m. (maintient sa proposition ; marque son accord à la proposition de M. Coulonvaux au cas où il serait matériellement impossible à l'assemblée de terminer ses travaux mercredi) ; pp. 239 à 240 ;

Observations du Baron Nothomb ; p. 240 ;

Le Comte d'ASPREMONT LYNDEN (estime qu'un débat sur l'ensemble de notre politique étrangère est nécessaire) ; p. 240 ;

M. SPAAK, m.a.e. (demande que le Sénat se prononce clairement sur la proposition du gouvernement) ; p. 240 ;

Observations de MM. le Président, De Boodt, Sledsens, Coulonvaux et Duvieusart ; p. 240 ;

M. DIERCKX (propose à l'assemblée de poursuivre les travaux avec toute la célérité possible ; demande de ne pas fixer encore la date de clôture) ; p. 240 ;

Observations de MM. P. De Smet, le Comte d'Aspremont Lynden, Van Acker, p.m., Verbert, le Baron Nothomb, Struye, Leynen, Dierckx, Spaak, m.a.e., Orban ; pp. 240 à 241 ;

Le Baron de Dorlodot motive son vote ; p. 241 ;

La proposition du Ministre des Affaires étrangères, demandant de terminer les travaux le mercredi ou, éventuellement, le jeudi, est adoptée par 78 voix contre 12 et 3 abstentions ; p. 241 ;

Se sont abstenus : MM. Chot, le Baron de Dorlodot et M. Leynen ;

Observations de MM. le Président, Doutrepont, Spaak, m.a.é., Leynen, Verbert, Machtens, le Baron de Dorlodot, de Boodt et Duvieusart ; pp. 246 à 247.

30 juin 1954.

Le PRESIDENT suggère à l'assemblée de procéder à un débat approfondi sur le projet concernant les investissements productifs, après l'examen du projet relatif aux achats dits « off shore » ; p. 289.

Interventions de MM. De Boodt, Crommen, Larock, m.c.e., Struye, Duvieusart, Harmegnies, le Président, De Block, Ancot, Missiaen et Bouilly ; pp. 289 à 291.

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — Le Président déclare ouverte la session extraordinaire de 1954 ; p. 3 (27 avril 1954).

Chambres législatives.— SENAT *(suite)*.

PETITIONS.

Doc. — N° 58. Pétitions sur lesquelles la commission a statué. — Feuilleton n° 1.

N° 86. Pétitions sur lesquelles la commission a statué. — Feuilleton n° 2.

REGLEMENT.

Proposition de revision de l'article 89 du Règlement.

Doc. — N° 8. Proposition de M. Coulonvaux.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Coulonvaux ; p. 67 (12 mai 1954).

M. le Président propose de procéder immédiatement à la désignation des vingt-trois membres, au lieu de vingt et un, de la commission de révision de la Constitution.

L'assemblée marque son accord ; p. 109 (8 juin 1954).

Retrait de la proposition par M. Coulonvaux ; p. 187 (17 juin 1954).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du Règlement.

Doc. — N° 9. Proposition du Baron Nothomb.

Ann. — Dépôt de la proposition par le Baron Nothomb ; p. 67 (12 mai 1954).

Proposition de modification du Règlement du Sénat.

Doc. — N° 35. Proposition de M. Struye.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Struye ; p. 136 (9 juin 1954).

VALIDATION DES POUVOIRS.

Ann. — Validation des pouvoirs des sénateurs effectifs et suppléants élus directement le 11 avril 1954 et des sénateurs élus par les conseils provinciaux ; p. 5 (29 avril 1954).

M. VERGEYLEN donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province d'Anvers et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial d'Anvers.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 5 à 7.

MM. Jespers, Sledsens, De Baeck, Pairon, Van Bulck, Wijn, De Bruyne, V., De Boey, Craeybeckx, Van In, Leysen, Buts, Verbert, Joosten, Leemans, Van Loenhout, Neefs, De Keyzer, Roelants et Muyldermans prêtent le serment constitutionnel ; p. 7.

M. ANCOT donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Brabant et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial du Brabant.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 7 à 9.

MM. Struye, Neybergh, Van Hemelrijck, Machtens, Vermeylen, Doutrepont, Mme Beeckman-Vve Vandervelde, MM. Wiard, Van Hooveld, Bossaert, Mme Ciselet, MM. Delport, Van der Borght, Francen, Bilis, Estienne, Delor, Henskens, Camby, Briot, Willems, Motz, Warnant, P. De Smet, Houben, De Coene, Moureaux, Van Remoortel, et de la Vallée Poussin prêtent le serment constitutionnel ; pp. 9 et 19.

M. JESPERS donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la Flandre occidentale et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial de la Flandre occidentale.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 9 à 11.

MM. Ancot, Neels, Sobry, Edebau, De Man, R. Desmedt, Dhondt, Mullie, Stubbe, Clays, Beaucarne, Gillon, Van Buggenhout, Ferijn, Vandenberghe, Missiaen et Martens prêtent le serment constitutionnel ; pp. 11 et 19.

M. WIJN donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la Flandre orientale et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial de la Flandre orientale.

Chambres législatives. — SENAT. — VALIDATION DES POUVOIRS *(suite)*.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 11 à 12.

MM. Ronse, Kluyskens, Supré, Verhaest, Crommen, Vergeylen, Marien, Van Gerven, Van Laeys, Van Peteghem, Goossens, Van Oudenhove, E. Santens, Vander Bruggen, De Stobbeleir, Orban, Lagae, Van den Storme, Pede, Versieren et De Maere prêtent le serment constitutionnel ; p. 13.

M. COUPLET donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Liège et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial de Liège.

Intervention de MM. Nihoul, Harmegnies, Allard et Doutrepont ; pp. 14 à 15.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 15.

MM. Moreau de Melen, Nihoul, Allard, Beulers, Rassart, Buisseret, Delmotte, le Baron Zurstrassen, Godin, Vandermeulen, Meurice, Piot, Mme Guilmain-épouse Mélin, MM. Pontus et Bronckaert prêtent le serment constitutionnel ; p. 15.

M. MISSIAEN donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Limbourg et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial du Limbourg .

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 15 à 16.

MM. Mondelaers, Jacobs, Demarneffe, chevalier de Schaetzen, Custers, Leynen et Knops prêtent le serment constitutionnel ; p. 16.

M. BRIOT donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Hainaut et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial du Hainaut.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 18.

MM. Oblin, Harmegnies, Duray, Bouilly, Debaise, Noël, Cornez, Couplet, Moulin, Vinois, Duvieusart, Derbaix, Yernaux, Duterne, Remson, L. Desmet, Lemal, Flamme, Duret et Leclercq prêtent le serment constitutionnel ; pp. 18 et 19.

M. WARNANT donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Namur et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial de Namur.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 19.

Le Baron Huart, le Comte d'Aspremont Lynden, MM. Lacroix, Ledoux, Servais, M., Adam, Materne et Feron prêtent le serment constitutionnel ; p. 19.

M. NIHOUL donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus par les arrondissements de la province de Luxembourg et sur l'élection de sénateurs par le conseil provincial du Luxembourg.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 19.

MM. Adam, Uselding et Jadot prêtent le serment constitutionnel ; p. 19 (29 avril 1954).

MM. De Boodt, De Winter, Dierckx, George, le Baron de Dorlodot, MM. Lilar, Troclet, Vreven, Gribomont, le Baron Nothomb et M. Gilson prêtent le serment constitutionnel ; p. 21 (4 mai 1954).

M. COUPLET donne lecture du rapport de la commission de vérification des pouvoirs sur l'élection de M. le Sénateur Mérenne, élu par l'arrondissement de Huy-Waremme.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 22.

M. Mérenne prête le serment constitutionnel ; p. 22 (4 mai 1954).

Validation des pouvoirs des sénateurs élus en vertu de l'article 52, 3° de la Constitution (5 mai 1954).

M. DOUTREPONT donne lecture du rapport de la com-

Chambres législatives. — SENAT. — VALIDATION DES POUVOIRS *(suite)*.

mission de vérification des pouvoirs sur l'élection de ces sénateurs.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; p. 26.

MM. Coulonvaux, Parmentier, Vanaudenhove, O., Chot, De Block, Dehousse, Molter, Rolin, Rolland, Mme Janson-Vve Spaak, MM. Smets, Dethier, Van Belle, Van Houtte, van Zeeland, Segers, Pholien, De Bruyne, Edg., Mlle Driessen, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Philips, Servais, L., et Baert prêtent le serment constitutionnel ; p. 26 (5 mai 1954).

Validation des pouvoirs des sénateurs suppléants qui avaient obtenu du Sénat un délai pour justifier de leur éligibilité.

M. DOUTREPONT donne lecture de son rapport.

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ; pp. 70 et 71.

Les pouvoirs de MM. Merckaert, Otten, Dusauchoit, Pick, Verkinderen, De Meester, Mme Desmet-ép. Delrue, MM. Busquin, Hardy, Vandenberg, Delvaux, Alexis, Blistain, Mme Coulon-ép. Heymann, MM. Cordonnier, Istace, Deville et Mathy sont validés ; pp. 70 et 71 (13 mai 1954).

Chemins de fer. — V. Communications.

Citoyens rappelés sous les armes. — V. Armée : Milice.

Code de commerce. — V. Droit commercial.

Code des taxes assimilées au timbre. — V. Impôts : Impôts indirects : Taxes assimilées au timbre.

Code civil. — V. Droit civil.

Code civil du travail. — V. Chambres législatives : Projets caducs.

Code électoral. — V. Droit public : Lois électorales.

Colonies.

BUDGETS COLONIAUX.

EXERCICE 1954.

Budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 55. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).

EXERCICE 1954.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 56. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).

EXERCICE 1952.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 28 octobre 1953 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).

EXERCICE 1953.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1953.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants : p. 190 (22 juin 1954).

Colonies. *(suite).*

DECRETS.

Ann. — Projets de décrets :

a) Renouvelant, pour deux ans, les droits exclusifs de recherches minières de M. L. Luyten dans les blocs dénommés : « Kika, Bembe, Kilao, Kamabuye et Mwisha » ;

b) Octroyant quatre permis d'exploitation à la Société minière de Bafwaboli (Somiba) pour les polygones dénommés : « Lola, Awa, Assobe et Sefu ».

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 34 (11 mai 1954).

Projets de décrets :

1° Renouvelant, pour deux ans, les droits exclusifs de recherches minières de Mme veuve Bisman, dans les blocs dénommés « Gihango, Jimbu, Rusi et Danga » ;

2° Prorogeant de deux ans les droits miniers de la Société coloniale minière (Colomines) ;

3° Octroyant un permis d'exploitation à la Société minière Cololacs (Cololacs) pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 30 » ;

4° Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone dénommé « Basse Lendatantale » ;

5° Octroyant un permis d'exploitation à Symétain pour le polygone dénommé « Masaba » ;

6° Accordant un permis d'exploitation à Belgikaor pour le polygone dénommé « Ona-Uku 2 ».

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 78 (25 mai 1954).

Commerçants et actes de commerce. — V. Droit commercial.

Commerce et industrie.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

Ann. — Transmission, par dépêche du 8 mai 1954, du rapport annuel du conseil d'administration de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel ; p. 34 (11 mai 1954).

ECONOMATS.

Proposition de loi réglementant les économats d'administrations et d'entreprises.

Doc. — N° 18. Proposition de M. Warnant.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Warnant ; p. 75 (13 mai 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

REGLEMENTATION DU COMMERCE.

VENTE A TEMPERAMENT.

Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament.

Doc. — N° 6. Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Ronse ; p. 31 (5 mai 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

Commission mixte militaire. — V. Armée : Obligations internationales.

Commissions permanentes. V. Chambres législatives : Sénat.

Commissions spéciales. — V. Chambres législatives : Projets caducs.

Communauté Européenne de Défense. — V. Affaires étrangères.

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — V. Affaires étrangères.

Communications.

AVIATION.
Ann. — Transmission, par dépêche du 28 avril 1954, du bilan et du compte de profits et pertes de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1947 ; p. 34 (11 mai 1954).

CHEMINS DE FER. — S.N.C.B.
Ann. — Démission de M. Oscar Debunne, élu membre de la Chambre des Représentants, de ses fonctions de commissaire à la Société Nationale des Chemins de Fer ; p. 35 (11 mai 1954).
Nomination d'un commissaire à la Société Nationale des Chemins de Fer ; p. 79 (25 mai 1954).
M. Legein est élu en qualité de commissaire de la Société Nationale des Chemins de Fer ; p. 109 (8 juin 1954).
Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre des emprunts, à concurrence d'un montant nominal de 1.850 millions de francs, pour couvrir les dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre occasionnés au matériel roulant et à l'outillage nécessaires à l'exploitation du réseau ferré.
Doc. — N° 72. Rapport de M. De Block.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 251 (29 juin 1954).
Dépôt du rapport par M. De Block ; p. 269 (29 juin 1954).
Discussion générale (30 juin 1954).
Discours de MM. DE BLOCK, rapp. (expose brièvement l'économie du projet) ; p. 282 ;
SEGERS (concernant l'importance du projet pour l'assainissement de la S.N.C.B. ; la contribution à la solution du problème encore pendant des dommages de guerre ; le rétablissement du Fonds de renouvellement par cette mesure ; la poursuite de l'électrification à un rythme rapide ; l'approbation unanime du projet) ; pp. 282 à 283 ;
ANSEELE, m.c. (se réjouit de la faveur rencontrée par le plan d'assainissement des chemins de fer) ; p. 283 ;
La discussion générale est close.
Discussion des articles (30 juin 1954).
Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observation ; pp. 283 à 284.
Vote (30 juin 1954).
L'ensemble du projet de loi est adopté par 142 voix contre 5 ; p. 325.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TELEGRAPHES ET TELEPHONES.
Ann. — Transmission du bilan et du compte de profits et pertes ainsi que du rapport du Comité de surveillance de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1953 ; pp. 284 et 328 (30 juin 1954).

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

Congo belge et Ruanda-Urundi. — V. Colonies : Budgets coloniaux.

Conseil d'Etat. — V. Droit public.

Conseils consultatifs régionaux.— V. Enquêtes.

Conseils de prud'hommes. — V. Droit commercial : Commerçants et actes de commerce.

Constitution. — V. Droit public : Revision de la Constitution.

Contrat de mariage. — V. Droit civil.

Contrat de mariage. — V. aussi Droit commercial : Conventions matrimoniales.

Conventions internationales. — V. Affaires étrangères.

Conventions matrimoniales. — V. Droit commercial. V. aussi Droit civil : Contrat de mariage.

Coopération économique. — V. Affaires étrangères.

Cooptation — V. Chambres législatives. — Sénat.

Cour de cassation. — V. Organisation judiciaire.

Cour des comptes.

Ann. — Transmission de :
1° les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 12 mars, le 2 et le 9 avril 1954, sous les n°s 620, 622, 623, 624 et 626, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des Ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;
2° un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération n° 625 prise par le Conseil des Ministres le 9 avril 1954, au sujet du différend qui a surgi entre son collège et M. le Ministre des Finances concernant la pension des ascendants Vereecken-Audenaert.
Renvoi à la Commission des Finances ; p. 34 (11 mai 1954).
Transmission du 110e cahier d'observations de la Cour des Comptes ; p. 34 (11 mai 1954).
Transmission d'un exposé du différend surgi entre son collège et le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction au sujet d'une prolongation du délai d'exécution et d'un décompte relatifs à des travaux supplémentaires effectués au port d'Ostende par la S.A. Société continentale et coloniale de Construction, ainsi qu'une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres, n° 621, du 2 avril 1954.
Renvoi à la Commission des Finances ; p. 78 (25 mai 1954).
Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres, le 7 mai 1954, sous le n° 627, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au Ministère de l'Instruction publique par la loi des finances du 29 décembre 1953.
Renvoi à la Commission des Finances ; p. 251 (29 juin 1954).

Crédit professionnel. — V. Commerce et industrie : Caisse nationale de Crédit professionnel.

Crédits provisoires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

D

Décès. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Décrets. — V. Colonies.

Délai de viduité. — V. Droit civil : Viduité.

Décrets. — V. Colonies.

Devoirs (Droits et) des époux. — V. Droit civil.

Droit civil.
ADULTERE.
Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil (L. Ier, T. VII, Chap. III) sur les enfants adultérins.
Doc. — N° 11. Proposition de Mme Ciselet.
Ann. — Dépôt de la proposition par Mme Ciselet ; p. 67 (12 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

CONTRAT DE MARIAGE.
Proposition de loi modifiant le Titre V du Livre III du Code civil sur le contrat de mariage et instituant comme régime matrimonial légal le régime des biens matrimoniaux.
Doc. — N° 13. Proposition de Mme Ciselet.
Ann. — Dépôt de la proposition par Mme Ciselet ; p. 67 (12 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 108 (8 juin 1954).

DROITS ET DEVOIRS DES EPOUX.
Proposition de loi modifiant le Chapitre VI du Titre V du Livre Ier du Code civil sur « Les droits et devoirs respectifs des époux ».
Doc. — N° 12. Proposition de Mme Ciselet.
Ann. — Dépôt de la proposition par Mme Ciselet ; p. 67 (12 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

Droit civil. (suite).
ENFANTS NATURELS.
Proposition de loi modifiant les articles 337, 756, 757, 758, 761 et 913 du Code civil.
Doc. — N° 74. Proposition de Mme Janson-Vve Spaak.
Ann. — Dépôt de la proposition par Mme Janson-Vve Spaak ; p. 269 (29 juin 1954).

Personnification civile.
Projet de loi modifiant la loi du 25 octobre 1919, tendant à accorder la personnification civile aux associations internationales à but scientifique.
Doc. — N° 96. Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

VIDUITE.
Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité.
Doc. — N° 14. Proposition de Mme Ciselet.
Ann. — Dépôt de la proposition par Mme Ciselet ; p. 67 (12 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

Droit de grâce. — V. Droit pénal : Incapacités.

Droit commerical.
COMMERÇANTS ET ACTES DE COMMERCE.
Proposition de loi portant modification du Titre Ier, du Livre Ier du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.
Doc. — N° 84. Proposition de M. Maurice Servais.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Maurice Servais ; p. 269 (29 juin 1954).
CONVENTIONS MATRIMONIALES.
Proposition de loi portant modification du Titre II du Livre Ier, du Code de Commerce (loi du 15 décembre 1872).
Doc. — N° 85. Proposition de M. Maurice Servais.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Maurice Servais ; p. 269 (29 juin 1954).
REGISTRE DE COMMERCE.
Proposition de loi sur le registre de commerce.
Doc. — N° 83. Proposition de M. Maurice Servais.
Ann. — Dépôt de la proposition de M. Maurice Servais ; p. 269 (29 juin 1954).

Droit pénal.
INCAPACITES.
Proposition de loi modifiant l'article 87 du Code pénal.
Doc. — N° 17. Proposition de M. Ronse.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Ronse ; p. 75 (13 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

Droit public.
CONSEIL D'ETAT.
Projet de loi modifiant l'article 54 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Doc. — N° 73. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Vermeylen, m.i. ; p. 269 (29 juin 1954).
LOIS ELECTORALES.
LISTES ELECTORALES.
Proposition de loi modifiant le Code électoral.
Doc. — N° 37. Proposition de M. Leynen.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Leynen ; p. 141 (10 juin 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 282 (30 juin 1954).
REVISION DE LA CONSTITUTION.
Projet de revision de la Constitution. Article 47, alinéa 1er.
Doc. — N° 94. Rapport de M. Allard.

Droits et devoirs des époux. — V. Droit civil.

E

Ecoles gardiennes. — V. Enseignement : Enseignement primaire.

Economats. — V. Commerce et Industrie.

Emploi des langues. — V. Administrations publiques.

Emprunts. — V. Communications : Chemins de fer. — S.N.C.B

Enfance.
Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse.
Doc. — N° 95. Rapport de M. Kluyskens.

Enfants adultérins. — V. Droit civil : Adultère.

Enquêtes.
Proposition d'enquête parlementaire sur les tenants et aboutissants de l'affaire « dite Rinchard ».
Ann. — Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot ; p. 75 (13 mai 1954).

CONSEILS CONSULTATIFS REGIONAUX.
Proposition de loi portant création de conseils consultatifs régionaux.
Doc. — N° 68. Proposition de M. Allard.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Allard ; p. 247 (24 juin 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 282 (30 juin 1954).

Enseignement.
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.
Proposition de loi concernant l'établissement d'écoles gardiennes.
Doc. — N° 19. Proposition de M. Rolland.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Rolland ; p. 75 (13 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).
Proposition de loi modifiant l'article 31ter de la loi organique de l'enseignement primaire, modifiée par la loi du 23 juillet 1953.
Doc. — N° 64. Proposition de M. Vandermeulen.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Vandermeulen ; p. 227 (23 juin 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 251 (29 juin 1954).

Enseignement technique (Personnel des établissements privés de l'). — V. Pensions : Personnel enseignant.

Expropriation. — V. Procédure civile.

F

Finances.

Comptabilité de l'Etat.
Ann. — Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'Administration des Finances établi pour l'année 1949 et transmis à la Cour des Comptes le 12 mai 1954 ; p. 188 (17 juin 1954).

CREDITS PROVISOIRES.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1954.
Doc. — N° 67. Rapport de M. Doutrepont.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).
Dépôt du rapport par M. Doutrepont ; p. 247 (24 juin 1954).
Discussion générale (29 juin 1954).
Discours du Baron NOTHOMB (concernant l'étranglement du débat sur le budget de la Défense nationale et sur les

Finances. — CREDITS PROVISOIRES *(suite)*.

Affaires étrangères ; la désorganisation de l'armée suite à la réduction du temps de service à 18 mois ; la guerre scolaire rouverte par le Ministre de l'Instruction publique et par celui des Colonies : les projets fiscaux en faveur de l'industrie ; l'attitude du gouvernement vis-à-vis du Parlement) ; pp. 252 à 255 ;

Observations de MM. Harmegnies, Moulin, Machtens, Spinoy, m.d.n., Vander Bruggen, Missiaen ; pp. 252 à 255 ;

M. DOUTREPONT, rapp. (souligne la portée exacte de la demande de crédits provisoires ; impute le fait que certains budgets ne sont pas discutés au dépôt tardif des budgets) ; p. 255 ;

Observations du Comte d'ASPREMONT LYNDEN, M. DE WINTER, le Baron NOTHOMB ; p. 255.

Reprise de la discussion générale (29 juin 1954).

Discours de M. DUVIEUSART (regrette que les budgets ne soient plus discutés; demande des explications au Ministre des Finances, concernant la situation financière actuelle et au Ministre des Affaires économiques concernant la situation économique et le problème des charbonnages; pose au Ministre des Travaux publics une question concernant l'ordre de priorité établi pour les Travaux publics); p. 258 à 260 ;

Observations de MM. Liebaert, m.f. et Doutrepont ; p. 259;

VAN PETEGHEM (concernant le rappel sous les armes de jeunes agriculteurs, prévu pour le 19 juillet ; la Durme et le Moervaert) ; p. 260 ;

SPINOY, m.d.n. (répond à la question posée par M. Van Peteghem concernant le rappel sous les armes de jeunes agriculteurs) ; p. 260 à 261 ;

Observations de M. Orban ; pp. 260 à 261 ;

LIEBAERT, m.f. (demande au Sénat de voter aujourd'hui les crédits provisoires ; fait remarquer que le fait que les budgets ne sont pas votés doit être imputé au gouvernement précédent) ; p. 261 ;

Observations de MM. Ronse, le Président ; p. 261 ;

VAN GERVEN (concernant la réintroduction des grades honoraires en faveur des officiers de réserve ; les bataillons de garde : l'état inférieur des armements et des souliers ; le paiement des indemnités de milice en faveur des rappelés sous les armes ; le service de dix-huit mois : la structure actuelle de l'armée, l'influence de la dénatalité, le danger de désorganisation ; demande si les alliés sont d'accord sur les mesures prises à la suite de la réduction du temps du service militaire) ; pp. 261 à 262 ;

REY, m.a.e. (est d'avis qu'il n'est pas opportun de répondre in extenso aux questions posées) ; p. 262 ;

STRUYE (regrette qu'il n'y ait plus de débat sur les affaires étrangères ; se réjouit du fait qu'il n'existe pas de divergence de partis sur l'essentiel de notre politique extérieure ; concernant l'affaire de Corée et la conférence de Genève ; l'affaire d'Indochine, rend hommage aux défenseurs de Dien-Bien-Phu ; l'affaire de la Sarre ; fait des observations concernant les informations de presse qui parlent de la convocation d'une conférence des six puissances du plan Schumann ou de la communauté de défense et concernant un communiqué de presse qui dit que les gouvernements des trois pays de Benelux s'opposeraient à toute proposition de modification de la formule de la C.E.D.) ; pp. 262 à 265 ;

Observations de MM. Orban et Dehousse ; p. 264 ;

PHOLIEN (interroge le Ministre des Colonies sur certaines déclarations faites par lui à la Chambre au sujet du colonat et de l'institution éventuelle de l'enseignement laïque pour les noirs) ; p. 265 ;

BUISSERET, m.c. (répond aux questions posées par M. Pholien ; définit son attitude vis-à-vis de Lovanium) ; pp. 265 à 267 ;

SPAAK, m.a.e. (déclare qu'il lui est impossible de répondre aux questions posées par M. Struye) ; p. 267 ;

Finances. — CREDITS PROVISOIRES *(suite)*.

Observations de MM. Rassart et Pholien ; pp. 265 à 267.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (29 juin 1954).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion ; pp. 267 à 268.

Vote (30 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 58 et 2 abstentions ; p. 324.

Se sont abstenus : M. Ancot et le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1954 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1953 et antérieurs.

Doc. — N° 93. Exposé des motifs et projet de loi + Erratum.

Forces armées. — V. Pensions : Pensions militaires.

G

Gendarmes. — V. Pensions : Pensions militaires.

Gouvernement.

Déclaration du gouvernement (5 mai 1954).

M. VAN ACKER, Premier Ministre, déclare que la tâche la plus importante du Gouvernement sera de procéder avec le Parlement à la revision de la Constitution ;dit que la mise au point définitive du programme ne pourra être faite qu'après inventaire de la situation existante ; expose le programme gouvernemental : politique d'économie et d'équilibre des recettes et des dépenses ; défense de la monnaie ; simplification de la fiscalité ; lutte contre le chômage et mobilité de la main-d'œuvre ; accroissement de la productivité ; encouragement de l'exportation et création d'un vaste marché commun ; redressement de l'industrie charbonnière ; stimulation de l'industrie sidérurgique ; équipement des principaux secteurs publics ; aide à la petite industrie et à l'artisanat ; protection et défense des intérêts des classes moyennes ; coordination des efforts ; consolidation des conquêtes sociales ; majoration de la pension des ouvriers mariés ; adaptation automatique des pensions et allocations sociales à l'index des prix de détail ; sauvegarde des intérêts moraux et matériels de la famille ; perfectionnement du système hospitalier et médico-social ; revision du système d'assistance publique ; encouragement à la construction ; augmentation de la production et de la productivité agricoles et recherche de débouchés ; encouragement de l'industrie de la pêche ; développement et amélioration de l'enseignement officiel; octroi de subsides à l'enseignement libre sous réserve de soumission aux règles de contrôle appliquées à l'enseignement officiel ; paiement intégral des traitements aux instituteurs et professeurs de l'enseignement libre ; prolongation de la scolarité obligatoire et aide aux enfants doués ; poursuite de l'œuvre civilisatrice entreprise au Congo ; extension du colonat ; perfectionnement de l'instruction ; perfectionnement de l'instruction technique et développement de l'enseignement officiel ; investissement dans le domaine des routes, des voies navigables et des ports ; établissement d'un plan d'ensemble en ce qui concerne les relations fluviales intérieures et internationales ; assainissement des transports ; propagande touristique ; répression de l'incivisme ; application des statuts et paiement des indemnités aux victimes civiles de la guerre ; accélération de l'examen des dossiers et du paiement des indemnités en matière de dommages de guerre aux biens privés ; application immédiate du service militaire de dix-huit mois ; examen de la question des pensions des agents des services publics ; réforme administrative avec le concours des organisations syndicales ; décentralisation régionale ; publication des résultats du recensement linguistique de 1947 ; adaptation de la loi sur les finances communales et provinciales ; examen de la situation des gran-

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE *(suite)*.

des villes et des agglomérations industrielles : continuation de l'œuvre d'émancipation de la femme ; aide à la jeunesse ; pp. 29 à 31.

Discussion de la déclaration gouvernementale. (11 mai 1954.)

Observations de MM. le Président, Van Acker, p.m. et Orban, relatives à la discussion et au vote sur la déclaration gouvernementale ; p. 35.

Discours de MM. Edg. DE BRUYNE (félicite le gouvernement de la modération dont la déclaration gouvernementale fait preuve ; déclare que l'opposition continuera à travailler pour le bien-être du pays ; qu'elle contrôlera la gestion du gouvernement et dit que celui-ci est incapable de réaliser son programme à long terme ; demande des précisions quant à la mise en œuvre du programme en matière scolaire, en matière d'éducation physique, d'hospitalisation et de soins médicaux, de politique militaire, de pensions, d'apurement du déficit de la sécurité sociale. de crédit à l'industrie) ; pp. 36 à 40 ;

Observations de MM. Harmegnies, Missiaen, Rolin, Doutrepont, Cornez, le Président, Orban, Moulin, Bouilly, Dierckx, Comte d'Aspremont Lynden ; pp. 37 à 40 ;

ROLIN (dit sa confiance au gouvernement ; fait des observations au sujet du chômage, de la répression de l'incivisme, de l'enseignement officiel, de la politique extérieure et de la fidélité à l'alliance Atlantique) ; pp. 40 à 41 ;

Observations de MM. le Président, Dierckx, Orban ; p. 40 ;

COULONVAUX (exprime sa confiance au gouvernement ; fait des observations relatives à la composition du gouvernement et du programme gouvernemental ; pp. 41 à 42;

Observations de MM. Derbaix et Orban ; pp. 41 et 42 ;

NOEL (concernant la politique extérieure ; le chômage ; la création d'industries nouvelles et l'accroissement de la productivité ; les industries charbonnière, sidérurgique et textile ; la création d'un marché commun ; le relèvement du taux des salaires et traitements et des pensions ; la réforme de la sécurité sociale ; l'enseignement officiel ; la situation financière ; les classes moyennes ; l'abstention de son groupe au vote) ; pp. 42 à 44 ;

Observations de MM. Orban et Troclet, m.t.p.s. ; p. 43 ;

GRIBOMONT (concernant les problèmes que le gouvernement aura à régler ; les écoles libres ; l'opinion exprimée par la presse étrangère) ; pp. 44 à 46 ;

Observations de MM. Remson, Harmegnies, le Président, Missiaen et Bouilly ; pp. 44 et 45 ;

PONTUS (concernant les habitants des cantons de l'Est) ; p. 46 ;

DOUTREPONT (concernant le déficit budgétaire et la nécessité d'établir un inventaire ; la structure du budget ; la situation du Trésor public ; l'inventaire des biens de l'Etat ; la Dette publique ; la réforme administrative ; le régime en vigueur en matière d'importation du beurre des Pays-Bas en Belgique) ; pp. 46 à 48.

Reprise de la discussion (12 mai 1954).

Discours de MM. KLUYSKENS (se rallie à la déclaration faite par M. Edg. De Bruyne ; émet des considérations au sujet de la nomination dans les cabinets ministériels de quatre ou cinq magistrats du Conseil d'Etat) ;

Maurice SERVAIS (souligne la triple tâche qui incombe au ministre des Classes moyennes) ; pp. 50 à 51 ;

Observations de MM. Harmegnies, Van Acker, p.m., le Président, Edg. De Bruyne, De Boodt ; p. 51 ;

SLEDSENS (concernant le manque d'éléments spécifiquement flamands au sein du gouvernement ; la politique familiale ; la publication du recensement linguistique de 1947 ; l'agriculture et l'horticulture) ; pp. 51 à 53 ;

Observations de MM. Clays, Orban, De Block, le Président et Harmegnies ; p. 52 ;

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE *(suite)*.

HARMEGNIES (concernant le problème des finances communales et provinciales ; les travaux communaux ; le chômage ; la défense de la famille) ; pp. 53 à 54 ;

Observation de M. Orban ; p. 53 ;

VAN HOUTTE (concernant le problème de l'exportation ; la politique des prix ; le chômage structurel ; les charbonnages ; la situation financière, l'inventaire gouvernemental et le financement du programme ; la situation du Trésor) ; pp. 54 à 59 ;

Observations de MM. Missiaen, Rassart, Dierckx, Liebaert, Cornez, Harmegnies, Doutrepont, Wiard, le Président, Smets, Coulonvaux et De Block ; pp. 54 à 59;

VAN ACKER, p.m. (concernant le problème scolaire, les nominations, le paiement des professeurs de l'enseignement libre ; le service militaire de dix-huit mois et le respect des engagements pris, le contrôle des dépenses militaires ; l'inventaire : les budgets, les emprunts, les impôts, les économies à faire, la lutte contre le chômage, la lutte contre les taudis, les exportations, la modernisation des industries existantes, les charbonnages, la mobilité de la main-d'œuvre, les pensions, la stabilité de la monnaie ; la population des cantons de l'est ; la politique familiale) ; pp. 59 à 67 ;

Observations de MM. Sledsens, Maurice Servais, Cornez, Orban, Mme Beeckman-Vve Vandervelde, MM. Van Houtte, Moulin, Edg. De Bruyne, le Président, De Boodt, Pholien, De Winter, Duvieusart, Dierckx ; pp. 59 à 63 ;

LIEBAERT, m.f. (concernant la situation financière existante) ; pp. 64 à 66 ;

Mme BEECKMAN-Vve Vandervelde (concernant le volontariat féminin ; le principe de l'égalité de salaire à travail égal ; l'allocation de la mère au foyer) ; p. 66 ;

Observations de M. Troclet, m.t.p.s. ; p. 66 ;

ANCOT (concernant le sens constitutionnel du gouvernement) ; pp. 66 à 67 ;

Observations de MM. Troclet, m.t.p.s. et Moulin ; pp. 66 et 67 ;

La discussion générale est close.

Un ordre du jour de confiance est déposé par MM. Rolin et Coulonvaux ; p. 67.

Vote sur l'ordre du jour (13 mai 1954).

Le baron de Dorlodot demande le vote par division.

M. le Président remarque qu'il s'agit d'un ordre du jour pur et simple.

L'ordre du jour de confiance, déposé par MM. Rolin et Coulonvaux est adopté par 87 voix contre 69 et 3 abstentions ; p. 74.

Se sont abstenus : MM. Merenne, Noël et le baron de Dorlodot.

Vote sur l'ordre du jour déposé à la suite de l'interpellation de M. van Zeeland (8 juin 1954).

L'ordre du jour de confiance, déposé par MM. Van Remoortel et Coulonvaux, suite à l'interpellation de M. van Zeeland, est adopté par 85 voix contre 65 et 3 abstentions ; p. 110.

Se sont abstenus : MM. Maurice Servais, Merenne et Noël.

H

Habitations.

Ann. — Transmission du bilan et du rapport du conseil d'administration sur l'activité de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne au cours de l'exercice 1953 ; p. 109 (8 juin 1954).

Ann. — Transmission du rapport du conseil d'administration de la Société nationale des Habitations et Logements à Bon Marché ; p. 261 (29 juin 1954).

Horticulture (Agriculture et). — V. Affaires étrangères.

I

Impôts.

IMPOTS DIRECTS.

REVENUS.

Proposition de loi modifiant le paragraphe 2 de l'article 35 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Doc. — N° 29. Proposition de M. Moureaux.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Moureaux ; p. 113 (8 juin 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 251 (29 juin 1954).

Projet de loi apportant des aménagements fiscaux destinés à favoriser les investissements productifs.

Doc. — N° 62. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 76. Rapport de M. Vreven.

N° 77. Amendement proposé par M. Van Laeys.

N° 78. Amendements proposés par M. Leemans et consorts.

N° 79. Amendements proposés par M. Van Houtte et consorts.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants ; p. 210 (23 juin 1954).

Dépôt du rapport par M. Vreven ; p. 269 (29 juin 1954).

Discussion générale (30 juin 1954).

Discours de MM. HARMEGNIES (concernant le cumul des revenus professionnels des époux) ; p. 292 ;

VAN HOUTTE (concernant la discussion du projet sans préparation adéquate ; le manque d'explications au sujet de la compensation de la réduction de recettes fiscales ; l'équilibre probable du budget ordinaire de 1954 ; l'émission de deux emprunts ; la prudence quant aux prévisions budgétaires ; l'absence de lien de cause à effet entre des investissements productifs et de nouvelles possibilités d'emploi ; les décisions du gouvernement précédent tendant à créer de nouveaux emplois ; l'insuffisance du projet ; la portée des amendements déposés par lui ; l'inefficacité du projet dans la lutte contre le chômage) ; p. 292 à 294 ;

Observations de MM. Liebaert, m.f., Missiaen, Doutrepont, L. Desmet, Harmegnies, pp. 292 à 294 ;

VAN LOENHOUT (concernant l'exclusion des petites entreprises artisanales ; l'impossibilité pour les classes moyennes de tenir la comptabilité prévue par le projet ; la résorption du chômage en Campine) ; pp. 294 à 295 ;

PAIRON (concernant les réalisations du gouvernement précédent pour les classes moyennes ; l'organisation des classes moyennes ; l'absence de réalisations pour les classes moyennes depuis l'avènement du nouveau gouvernement ; l'exclusion des classes moyennes du bénéfice du projet de loi) ; pp. 295 à 296 ;

Observations de MM. Doutrepont, Wijn, Liebaert, m.f., Clays, Vreven, Moulin, Vander Bruggen ; pp. 285 à 296.

Reprise de la discussion générale (30 juin 1954).

Discours de MM. LEEMANS (concernant l'impossibilité d'apprécier les résultats du projet ; le manque de préunion sur les mesures d'ensemble du gouvernement ; l'exclusion des exploitations agricoles ; la disproportion entre les subsides octroyés à l'agriculture et ceux accordés à l'industrie ; l'exclusion des entreprises moyennes, la signification large à donner à la notion d'investissements productifs ; la nécessité de mesures adéquates là où il y a du chômage structurel ; l'augmentation des dégrèvements en faveur des régions atteintes de chômage structurel) ; pp. 298 à 299 ;

Observations de MM. Vreven, De Boodt, Liebaert, m.f., Goossens, De Block, Maurice Servais, Smets, Decoene ; pp. 298 à 299 ;

DE BLOCK (concernant l'influence du projet en vue de la résorption du chômage ; la possibilité pour l'industrie de concevoir des plans d'investissements à long terme ; des vœux en ce qui concerne la lutte contre le chômage ; le vote de la loi sur l'enregistrement comptable ; l'encouragement de l'autofinancement des entreprises ; l'amélioration de la qualité ; l'augmentation de la productivité par l'application de méthodes de travail adéquates) ; pp. 300 à 301 ;

Observations de MM. Leemans, Clays, De Boodt, Sledsens, De Winter ; pp. 300 à 301 ;

LIEBAERT, m.f. (souligne l'insuffisance des investissements en Belgique ; écarte l'idée d'un cadeau à une classe sociale ; met en doute l'importance de la moins-value fiscale qu'entraînerait le projet ; demande le rejet des amendements de l'opposition ; répond aux questions posées par M. Duvieusart au sujet des budgets 1953 et 1954 et par M. Harmegnies au sujet du cumul des revenus professionnels ; précise qu'un projet de loi sur la résorption du chômage local est à l'étude) ; pp. 302 à 305 ;

Observations de MM. De Boodt, Harmegnies, Vermeylen, m.i., Rolin, De Block, Baron Nothomb, Van Laeys, Yernaux, Van Houtte, Ancot et Leemans ; pp. 302 à 304 ;

REY, m.a.é. (souligne la nécessité de faire un effort en matière d'investissements et l'opportunité du projet ; précise le rôle du comité ministériel de coordination économique et les incidences du projet de loi sur la résorption du chômage ; souligne la nécessité de réagir contre la concurrence de certains pays ; insiste sur la nécessité de mesures sur le plan régional et l'intérêt qu'il porte à la petite industrie ; p. 305 à 307 ;

DUVIEUSART (concernant le sens du projet, qui tend à favoriser l'équipement ; l'inégalité de traitement entre l'agriculture et l'industrie ; l'absence de ligne directrice d'ensemble, l'inégalité devant l'impôt engendré par le projet) ; pp. 307 à 308 ;

Observations de MM. De Block, le Président, Liebaert, m.f. et le Comte d'Aspremont Lynden ; pp. 307 à 308 ;

VAN LAEYS (concernant la discrimination entre les industries prospères et celles qui connaissent des difficultés, le calcul de la moins-value fiscale ; l'impossibilité pratique pour le Sénat de modifier le projet ; la portée de son amendement ; pp. 308 à 309 ;

Observations de M. Liebaert, m.f. ; pp. 308 à 309 ;

FLAMME (concernant l'incidence de la loi sur les investissements et sur le chômage ; la carence du gouvernement précédent ; la nécessité de promouvoir l'achat de matériel belge) ; pp. 309 à 310 ;

Observations de M. Van Acker, p.m. ; p. 310 ;

Léon SERVAIS (concernant le but du projet, qu'il estime insuffisant ; le privilège que le projet octroie à certains industriels) ; pp. 310 à 311 ;

Observations de MM. Liebaert, m.f., Wiard, Yernaux, Delmotte, De Boodt, Struye, Remson ; pp. 310 à 311 ;

VAN HOUTTE (concernant la préférence à donner au matériel d'origine belge) ; p. 311 ;

LIEBAERT, m.f. (souligne la difficulté d'accorder une telle préférence ; estime qu'il faut laisser à l'industriel le libre choix ; répond à M. Van Laeys au sujet des subventions à l'agriculture ; signale le dépôt de projets de lois sur la taxation forfaitaire et modifiant le Code des taxes assimilées au timbre, favorables aux classes moyennes ; souligne sa préoccupation constante de donner du travail au pays) ; pp. 311 à 312 ;

Observations de MM. Rolin, Struye, Sledsens et Van Laeys ; pp. 311 à 312 ;

VAN ACKER, p.m. (déclare que la priorité sera donnée à l'industrie belge chaque fois que la chose est possible) ; p. 312 ;

Observations de MM. Rolin et Bossaert, m.c.m. ; p. 312 ;

MULLIE (concernant l'importance des investissements faits par l'agriculture) ; pp. 312 à 313.

La discussion générale est close.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS : REVENUS (suite).

Discussion des articles (30 juin 1954).

Article premier.

Les amendements de M. Leemans sont rejetés par 86 voix contre 59 et 2 abstentions ; pp. 313 et 314.

Se sont abstenus : MM. Merenne et Noël.

Intervention de MM. Leemans et Liebaert ; pp. 313 et 314.

L'amendement de M. Van Laeys est rejeté ; p. 314.

L'article 1er est adopté ; p. 314.

L'amendement de M. Van Houtte tendant à l'insertion d'un article 1bis est rejeté ; p. 314.

Intervention de M. Van Houtte ; p. 314.

Art. 2.

MM. Leemans et Van Houtte retirent leur amendement ; p. 315.

L'article 2 est adopté ; p. 315.

Art. 3.

Adopté sans observations ; p. 315.

Vote (30 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 12 et 46 abstentions ; p. 327.

Se sont abstenus : MM. Adam (Ernest), Ancot, Couplet, De Baeck, De Boodt, Decoene, baron de Dorlodot, de la Vallée Poussin, Demarneffe, Derbaix, chevalier de Schaetzen, De Winter, Mlle Driessen, MM. Duvieusart, Estienne, Lagae, Leemans, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Leynen (Hubert), Leysen (Edmond), Mondelaers, Moreau de Melen, Mullie, Neybergh, Nihoul, baron Nothomb, Oblin, Pairon, Philips, Pholien, Santens, Segers, Servais (Léon), Sledsens, Struye, Van Bulck, Vandenberghe, Van den Storme, Van Houtte, Van In, Van Laeys, Van Loenhout, Van Oudenhove (Edgar), Van Peteghem, van Zeeland et Verhaest.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Doc. — N° 81. Exposé des motifs et projet de loi.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948 à l'effet d'instaurer un système de taxation forfaitaire.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Liebaert, m.f. ; p. 261 (29 juin 1954).

IMPOTS INDIRECTS.

TAXE DE TRANSMISSION.

Proposition de loi tendant à supprimer la taxe de transmission de 4,5 p. c. sur les travaux exécutés par les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole.

Doc. — N° 61. Proposition de M. Sobry.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Sobry ; p. 203 (22 juin 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 282 (30 juin 1954).

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

Proposition de loi apportant des modifications au Code des Taxes assimilées au Timbre.

Doc. — N° 10. Proposition de M. Maurice Servais.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Maurice Servais ; p. 67 (12 mai 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).

Projet de loi modifiant le Code des Taxes assimilées au Timbre.

Doc. — N° 87. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Liebaert, m.f. ; p. 312 (30 juin 1954).

Incapacités. — V. Droit pénal.

Incidents. — V. Chambres législatives : Sénat.

Industrie. — V. Commerce et industrie.

Interpellations.

van ZEELAND.

Ann. — Interpellation à M. le Premier Ministre, à M. le Ministre des Affaires étrangères et à M. le Ministre de la Défense nationale « sur les conditions et les conséquences des mesures prises par le gouvernement en vue de réduire la durée du temps de service militaire ».

Discussion (25 mai 1954).

M. le PRESIDENT (propose de ne pas faire application des clauses du réglement stipulant que le temps de parole des interpellateurs est limité à une demi-heure) ; p. 80 ;

M. Edg. DE BRUYNE (propose de terminer la discussion ce jour même et d'ajourner le vote à la prochaine séance) ; p. 80 ;

Observations de M. Coulonvaux ; p. 80 ;

Discours de MM. van ZEELAND (déclare que la réduction immédiate à 18 mois de la durée du service militaire est en opposition directe avec les intérêts fondamentaux du pays, de la communauté des peuples libres et de la paix dans le monde ; déclare que les engagements pris à Luxembourg par le gouvernement Spaak-Defraiteur ont été exécutés par le gouvernement social-chrétien et que celui-ci ne pouvait pas demander une révision de ses engagements, ceux-ci n'étant ni excessifs ni démesurés par rapport à nos moyens ; demande au gouvernement de s'expliquer clairement devant le Parlement) ; pp. 81 à 86 ;

Observations de MM. Harmegnies, Wiard, Moulin, Yernaux, Spaak, m.a.e., le Président, Mme Beeckman-Vve Vandervelde, Bouilly, Spinoy, m.d.n., Doutrepont, Sledsens, De Block, Duterne ; pp. 82 à 85 ;

MOREAU de MELEN (dit que la déclaration gouvernementale en matière de défense nationale implique une sérieuse réforme de l'armée ; demande au ministre de préciser ses projets) ; pp. 86 à 89 ;

Observations de MM. Bouilly, Machtens, Orban, Doutrepont et Spinoy, m.d.n. ; pp. 86 à 89 ;

SPINOY, m.d.n. (expose la situation existant au 1er mai ; fait état des mesures prises par le gouvernement pour passer des 21 mois aux 18 mois de service et des conséquences de ces mesures en ce qui concerne les effectifs ; déclare que les engagements pris seront respectés et que la solidité et l'efficacité des forces d'intervention n'ont pas été diminuées ; dit que les mesures concernant la défense de la colonie seront maintenues) ; p. 89 à 93 ;

Observations de MM. Edg. De Bruyne, Doutrepont, Van Gerven, Van Buggenhout, Orban, Leynen ; pp. 90 à 92 ;

L'assemblée est d'accord pour terminer le débat ce jour même.

Intervention de MM. le Président, Van Acker, p.m., Spaak, m.a.é., Orban, baron Nothomb, Pholien, Edg. De Bruyne, Van Remoortel, baron de Dorlodot, Yernaux ; pp. 93 à 94.

Discours de MM. SPAAK, m.a.é. (déclare qu'en réduisant à 18 mois la durée du service militaire, le gouvernement n'a en rien renoncé à appliquer les engagements internationaux du gouvernement antérieur ; dit que la démonstration technique de la nécessité des 24 mois n'a jamais été faite ; dit qu'en 1952 aucun changement dans la situation internationale de la Belgique ne justifiait la brusque réduction du service à 21 mois) ; pp. 94 à 96 ;

Observations de MM. Orban, le baron de Dorlodot, Van Gerven, Baert, Pholien, Remson, De Boodt, Moulin, Houben ; pp. 94 à 96 ;

van ZEELAND (concernant les engagements de Luxembourg ; nos obligations dans le cadre de la C.E.D. et le principe de l'identité de service ; le déficit en miliciens ; le rapport de la commission mixte) ; pp. 96 à 100 ;

Observations de MM. De Block, Spaak, m.a.é., Mme Beeckman-Vve Vandervelde, MM. Moulin, le Président, Orban,

Interpellations. — van ZEELAND (*suite*).

Doutrepont, Spinoy, m.d.n., Rassart, Oblin, Machtens, baron de Dorlodot, Wiard, Yernaux, Remson ; pp. 96 à 100 ;
RASSART (concernant la volonté de paix du gouvernement belge ; la révision des accords de Luxembourg et le respect des engagements pris ; la consultation des commissions ; la durée du service militaire) ; pp. 100 à 101 ;
Observations de MM. Pholien et le baron Nothomb ; p. 101;
COULONVAUX (concernant le moral de l'armée ; la ratification de la C.E.D.) ; pp. 101 à 102 ;
Observation du baron de Dorlodot ; p. 102 ;
baron de DORLODOT (demande si les gouvernements étrangers qui ont pris des accords avec la Belgique sont satisfaits de la décision prise par le gouvernement) ; p. 102 ;
PHOLIEN (concernant les 24 mois de service et la consultation des commissions) ; pp. 102 à 104 ;
Observations de MM. Rassart, Doutrepont, Mme Beeckman-Vve Vandervelde, MM. Spinoy, m.d.n. et Spaak, m.a.é. ; pp. 103 à 104 ;
VAN ACKER, p.m. (concernant la réduction du temps de service militaire et l'équilibre des budgets) ; pp. 104 à 105 ;
Observations de MM. Pholien, De Boodt ; p. 105 ;
van ZEELAND (concernant l'équilibre des budgets ; l'effort belge, l'équilibre financier et le progrès social) ; pp. 105 à 106 ;
Observations de MM. Doutrepont, Van Acker, p.m. et Spaak, m.a.é., Van Hooveld, Mme Beeckman-Vve Vandervelde et M. De Block ; pp. 105 à 106 ;
Un ordre du jour de confiance au gouvernement est déposé par MM. Coulonvaux et Van Remoortel ; p. 100.
L'incident est clos.
Vote sur l'ordre du jour (8 juin 1954).
L'ordre du jour de confiance déposé par MM. Van Remoortel et Coulonvaux est adopté par 85 voix contre 65 et 3 abstentions ; p. 110.
Se sont abstenus : MM. Maurice Servais, Mérenne et Noël.

SLEDSENS.
Ann. — Interpellation à M. le Premier Ministre « sur ses déclarations à la presse, en relation avec la lutte contre le chômage ; demande ; p. 243 (24 juin 1954).

Invalides de guerre. — V. Pensions : Pensions militaires.

Investissements productifs. — V. Impôts : Impôts directs — Revenus.

J

Jeunesse. — V. Enfance.

L

Langues. — V. Administrations publiques.

Listes. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Listes électorales. — V. Droit public : Lois électorales.

Lois électorales. — V. Droit public.

Lois électorales. — V. aussi Droit public : Lois électorales.

M

Milice. — V. Armée.

Ministres des cultes. — V. Pensions : Pensions militaires.

Motions. — V. Chambres législatives : Sénat. — Incidents. V. aussi Motions d'ordre.

Motions d'ordre.
BOUILLY.
Ann. — Demande par motion d'ordre de remettre au lendemain le vote sur le projet de loi portant dérogation à l'article 1er de la loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés (budgets coloniaux) ; p. 180 (17 juin 1954).

DE BOODT.
Ann. — Motions d'ordre de M. De Boodt qui demande au gouvernement d'inscrire au budget de 1955 les crédits nécessaires pour l'élargissement des routes du sud de la Campine.
M. Van Glabbeke, m.t.p. répond que les travaux décidés par son prédécesseur seront exécutés.
L'incident est clos ; pp. 299 à 300 (30 juin 1954).

DE BRUYNE, Edg.
Ann. — Demande une suspension de séance, afin de permettre à son groupe de délibérer en vue de l'élection du bureau définitif ; p. 26 (5 mai 1954).

de DORLODOT (Baron).
Ann. — Motion d'ordre relative au dépôt d'un ordre du jour ; p. 106 (25 mai 1954).

DOUTREPONT.
Ann. — Motion d'ordre relative au vœu exprimé par la Commission des Finances de joindre l'examen du budget des dépenses pour ordre à celui du budget des non-valeurs et des remboursements ; p. 174 (16 juin 1954).

ROLIN.
Ann. — Motion d'ordre relative au scrutin sur la présentation de candidats à la Cour de Cassation ; p. 111 (8 juin 1954)

RONSE.
Ann. — M. RONSE demande qu'un débat sur la politique étrangère ait lieu la semaine suivante. Déclare qu'à défaut de ce débat, le groupe P.S.C. fera, à l'occasion de la discussion des crédits provisoires demandés par le Ministre des Affaires étrangères, telles observations qu'il estime convenables.
M. SPAAK, m.a.é., déclare que des négociations diplomatiques l'empêcheront d'assister aux séances du lendemain. Dit qu'il a exposé la situation aux membres de la Commission des Affaires étrangères et qu'il se tient à la disposition de la Commission.
M. RONSE déclare que les explications du Ministre ne lui donnent pas satisfaction.
Observations de M. Bouilly ; p. 258 (29 juin 1954).

N

Naturalisations.
Projets de loi accordant la naturalisation.
Doc. — N° 59. Rapport de MM. De Bruyne, V., Allard, de la Vallée Poussin, Delor, chevalier de Schaetzen, George, Knops, Oblin et Van Bulck.
N° 60. Feuilletons des naturalisations. Feuilletons nos 1 à 17.
Ann. — Dépôt du rapport par M. V. De Bruyne ; p. 207 (22 juin 1954).
M. V. DE BRUYNE demande au Sénat de se prononcer sur les feuilletons de naturalisation au cours d'une prochaine séance.
L'assemblée marque son accord ; p. 247 (24 juin 1954).
Prise en considération (29 juin 1954).
Toutes les demandes ont été prises en considération, sauf celles de Zimet, Emmanuel : Mitelsbach, Isaac ; Meyer, Isedor ; Tilles, Löbl ; pp. 258 et 269.
Scrutin (29 juin 1954).
Résultats du scrutin ; p. 270.
Pas de discussion générale.
Discussion de l'article unique des projets de loi (30 juin 1954).
L'article unique de chacun des projets de loi est adopté : pp. 315 à 324.

Naturalisations. — PROJETS DE LOI ACCORDANT LA NATURALISATION (*suite*).

Vote (30 juin 1954).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 141 voix contre 5 et 1 abstention ; p. 324.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

O

Obligations internationales. — V. Armée.

Ordre des travaux. — V. Chambres législatives : Sénat.

Organisation judiciaire.

Proposition de loi modifiant l'article 217 de la loi sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 36. Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Ronse ; p. 136 (9 juin 1954).

Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 282 (30 juin 1954).

COUR DE CASSATION.

PRESENTATION DE CANDIDATS.

Doc. — N° 16. Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 9 avril 1954, pour les places de conseiller vacantes à la dite Cour (loi du 25 février 1954 et arrêté royal du 10 mars 1954).

Ann. — Transmission, par dépêche du 13 avril 1954, par le Procureur général près la Cour de Cassation, de la liste des candidats présentés par cette Cour en son audience publique du 9 avril 1954, aux quatre sièges de conseillers vacants ; p. 34 (11 mai 1954).

Ajournement du scrutin pour la désignation des candidats à la Cour de Cassation ; p. 79 (25 mai 1954).

Scrutin (8 juin 1954).

20e siège. — M. Moriamé ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat ; p. 110.

M. Baers, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé 2e candidat ; p. 112.

21e siège. — M. Neven, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat ; p. 110.

M. Constant, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé 2e candidat ; p. 112.

22e siège. — M. Gilmet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat ; p. 111.

M. Valentin, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé 2e candidat ; p. 112.

23e siège. — M. Bekaert, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat ; p. 111.

M. Delahaye, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé 2e candidat ; p. 112.

Organismes d'intérêt public. — V. Administrations publiques : Personnel.

O. T. A. N. — V. Affaires étrangères : Coopération économique.

Ouverture de la session. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Ouvriers. — V. Pensions : Vieillesse et décès prématuré.

P

Pêche fluviale.

Projet de loi sur la pêche fluviale.

Doc. — N° 57. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 80. Rapport de M. Chot.

Ann. — Amendé par la Chambre des Représentants ; p. 190 (22 juin 1954).

Pêche fluviale. — PROJET DE LOI SUR LA PECHE FLUVIALE (*suite*).

Discussion générale (30 juin 1954).

Discours de M. CHOT, rapp. (rappelle la longue discussion en commission et expose la portée de deux amendements du gouvernement) ; p. 284.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 juin 1954).

Les articles 1 à 40 sont adoptés sans observations ; pp. 285 à 289.

Vote (30 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 147 membres présents ; p. 326.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Pensions.

FONCTIONS PUBLIQUES.

BOURGMESTRES ET ECHEVINS.

Projet de loi relatif à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.

Doc. — N° 31. Rapport de M. Allard.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Allard ; p. 136 (9 juin 1954).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (24 juin 1954).

Art. 1 et 2.

Adoptés sans discussion ; pp. 243 à 244.

Art. 3.

Intervention de MM. Allard, rapp. et Lilar, m.j.

L'article 3 est adopté ; p. 244.

Art. 4.

Adopté sans discussion ; p. 244.

Art. 5.

Intervention de M. Machtens.

L'article 5 est adopté ; p. 244.

Art. 6 à 17.

Adoptés sans discussion ; pp. 244 à 245.

Vote (29 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 7 et 2 abstentions ; p. 257.

Se sont abstenus : M. Briot et Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (30 juin 1954).

M. Smets ayant par mégarde remis un bulletin de vote non signé lors des votes par appel nominal au cours de la séance du 29 juin 1954, a fait savoir au bureau qu'il a voté affirmativement sur tous les projets terminés.

Il est donné acte à M. Smets de cette communication, qui tiendra lieu de rectification ; p. 328.

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

OUVRIERS.

Projet de loi portant la pension des ouvriers mariés à 28.000 fr. et modifiant la législation en vue d'en accélérer l'application.

Doc. — N° 22. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 24. Rapport de M. Moulin.

N° 25. Amendements proposés par M. Léon Servais et consorts.

N° 28. Amendements proposés par MM. Noël et Merenne.

N° 30. Amendements proposés par MM. Custers et consorts.

N° 34. Amendement proposé par Mlle Driessen et consorts.

Discussion générale (9 juin 1954).

Discours de MM. MOULIN, rapp. (concernant les travaux en commission, la portée du projet, quelques erreurs de mise en page) ; p. 116 ;

NEELS (concernant la loi du 29 décembre 1953 et sa suspension par le présent projet, les promesses électorales

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE : OUVRIERS *(suite)*.

des partis socialiste et libéral, l'assainissement financier du secteur des pensions par le gouvernement P.S.C. ; déclare que son groupe votera l'augmentation de la pension à 28.000 fr.) ; pp. 116 à 118 ;

Observations de MM. Moulin, De Boey, Yernaux ; pp. 117 à 118 ;

HARMEGNIES (concernant le retard apporté aux arrêtés d'exécution de la loi du 29 décembre 1953 ; demande une solution rapide en ce qui concerne la pension des employés) ; p. 118 ;

HOUBEN (concernant l'économie générale du présent projet ; la suspension de l'application de la loi du 29 décembre 1953, les défauts de nature technique financière et juridique du projet ; les allocations aux orphelins, la procédure suivie, les droits acquis) ; pp. 119 à 121 ;

Observations de MM. Vander Bruggen, Wijn, De Block, Verbert, Troclet, m.t.p.s., Moulin, Missiaen, De Boey, Stubbe ; pp. 119 à 121 ;

VANAUDENHOVE (concernant le vote du projet par son groupe ; l'adaptation des pensions à l'index ; les questions des travailleurs ayant exercé une carrière mixte et des versements incomplets ; les services de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite) ; pp. 121 à 122 ;

NOEL (concernant la promesse de fixer la pension à 75 p. c. des salaires moyens ; l'adaptation des pensions à l'index et l'amendement qu'il a déposé à ce sujet ; la date d'application de la loi) ; pp. 122 à 123 ;

Léon SERVAIS (concernant les avantages de la loi du 29 décembre 1953 qui supprime le projet et les droits acquis, la question de savoir si les travailleurs exclus de la pension des ouvriers pourront se retourner vers le régime des pensions des assurés libres ; les conséquences financières du projet ; la suppression de la gestion paritaire et de l'Office national des pensions pour ouvriers ; la situation de la C.G.E.R. après le vote du présent projet ; la non-exécution de la loi du 29 décembre 1953) ; pp. 123 à 125 ;

Observations de MM. Troclet, m.t.p.s., Segers, Moulin, P. De Smet, Missiaen, Orban, Doutrepont, le Président ; pp. 123 à 126 ;

TROCLET, m.t.p.s. (souligne le caractère provisoire de la loi ainsi que les quatre objectifs du présent projet ; répond aux questions posées par les différents orateurs) ; pp. 126 à 127 ;

Observations de MM. Bouilly, Doutrepont, Léon Servais, Yernaux, Moulin, Verbert ; pp. 126 à 127.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 juin 1954.)

Article premier.

Les deux parties de l'amendement de la Commission sont adoptées ; p. 128.

L'article 1er amendé est adopté ; p. 128.

Art. 2.

L'amendement de Mlle Driessen est rejeté ; p. 129.

Intervention de Mlle Driessen et de M. Troclet, m.t.p.s. ; p. 129.

L'amendement de M. Léon Servais est rejeté par 59 voix contre 36 et 3 abstentions ;

Se sont abstenus : MM. Léon Servais, Leclercq et Moulin qui justifient leur abstention.

Intervention de MM. Léon Servais, Troclet, m.t.p.s. et Custers ; p. 129.

L'article 2 est adopté ; p. 130.

Observation de M. Rolin ; p. 130.

Art. 3.

L'amendement de la commission est adopté

L'article 3 amendé est adopté ; p. 130.

Art. 4.

L'amendement de M. Noël est rejeté ; p. 131.

Intervention de MM. Noël et Troclet, m.t.p.s.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE : OUVRIERS *(suite)*.

L'article 4 est adopté ; p. 131.

Intervention de MM. Houben, Ancot et Troclet, m.t.p.s.

Art. 5.

L'amendement de M. Custers et c.s. est rejeté ; p. 132.

Intervention de MM. Custers et Troclet, m.t.p.s.

L'article 5 est adopté ; p. 132.

Art. 6.

L'amendement de M. Léon Servais et c.s. est rejeté ; p. 132.

Intervention de MM. Houben, Troclet, m.t.p.s. ; p. 132.

L'amendement de M. Custers tendant à la suppression de cet article est retiré ; p. 132.

Intervention de M. Custers et le Président.

Art. 7.

Adopté sans discussion ; p. 132.

Art. 8.

Le vote sur l'amendement de M. Léon Servais, sur celui de M. Custers et sur l'article est réservé ; p. 135.

Intervention de MM. Custers, Houben, Troclet, m.t.p.s., Rolin, Verbert, Léon Servais, Yernaux ; pp. 133 à 135.

Art. 9.

L'amendement de M. Custers est retiré.

L'article 9 est adopté ; p. 135.

Art. 10.

Adopté ; p. 135.

Art. 11.

L'amendement de M. Léon Servais est rejeté ; p. 136.

Intervention de MM. Léon Servais, Troclet, m.t.p.s. et Ancot ; p. 135.

L'amendement de M. Noël est rejeté.

Intervention de M. Noël.

L'article 11 est adopté ; p. 136.

Vote sur l'amendement et sur l'article réservé (10 juin 1954).

La première partie de l'amendement de M. Custers et consorts est rejeté par 84 voix contre 62 et 2 abstentions ; p. 139.

Se sont abstenus : MM. Gillon et Rolin qui justifient leur abstention.

La seconde partie de l'amendement est rejetée ; p. 139.

L'amendement de M. Léon Servais est rejeté ; p. 140.

L'article 8 est adopté ; p. 140.

Vote (10 juin 1954).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix et 61 abstentions ; p. 140.

Se sont abstenus : MM. Pairon, Pede, Philips, Pholien, Ronse, Santens, Segers, Servais (Maurice), Sledsens, Sobry, Struye, Stubbe, Supré, Uselding, Van Bulck, Van den Storme, Van der Borght, Van Gerven, Van Houtte, Van In, Van Laeys, Van Loenhout, Van Peteghem, van Zeeland, Verhaest, Ancot, Beulers, Buts, Couplet, Custers, comte d'Aspremont Lynden, De Baeck, De Boodt, De Bruyne (Edgard), Decoene, baron de Dorlodot, Delport, De Man, Demarneffe, Derbaix, chevalier de Schaetzen, Desmedt (René), Mlle Driessen, MM. Duvieusart, Godin, Houben, baron Huart, Kluyskens, Lagae, Leemans, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Leynen (Hubert), Leysen (Edmond), Mullie, Neefs (Cyriel), Neels (Gérard), Neybergh, Nihoul, baron Nothomb, Oblin et Orban.

Le baron de Dorlodot et M. Beulers justifient leur abstention ; p. 140.

M. Neels justifie l'abstention de son groupe ; p. 140.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi réglant l'attribution des bonifications d'ancienneté des forces armées et de la gendarmerie, invalides de la guerre 1940-1945 d'une part, et aux ministres des cultes, rétribués par le Trésor public, invalides de la guerre 1940-1945, d'autre part.

Doc. — N° 70. Rapport de M. Knops.

Pensions. (*suite*).
PERSONNEL ENSEIGNANT.
Proposition de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.
Doc. — N° 15. Proposition de M. Rolland.
N° 49. Rapport de M. Vandermeulen.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Rolland ; p. 67 (12 mai 1954).
Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 80 (25 mai 1954).
Dépôt du rapport par M. Vandermeulen ; p. 174 (16 juin 1954).

Personnel de l'Etat. — V. Administrations publiques.

Personnel enseignant. — V. Enseignement. — V. aussi Pensions.

Personnification civile. — V. Droit civil.

Petite propriété terrienne. — V. Habitations.

Pétitions. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Présentation de candidats. — V. Organisation judiciaire : Cour de Cassation.

Président.
Ann. — Déclare ouverte la session extraordinaire de 1954 ; p. 3 (27 avril 1954).
Déclare que le Sénat est constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; p. 28 (5 mai 1954).

CATASTROPHES ET ACCIDENTS.
Ann. — Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Quaregnon ; p. 78 (25 mai 1954).
Rend hommage aux victimes de la catastrophe de Florzée-Rouvreux ; p. 108 (8 juin 1954).

DECES.
Ann. — Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur Mazereel ; p. 3 (27 avril 1954).

PROCEDURE.
Ann. — Interpellation de M. van Zeeland. — Propose de ne pas faire application des clauses du règlement stipulant que le temps de parole des interpellateurs est limité à une demi-heure ; p. 80 (25 mai 1954).

RELATIONS EXTERIEURES.
Ann. — Rend hommage au Président de la Chambre indonésienne, présent à la tribune présidentielle ; p. 239 (24 juin 1954).

Président. — V. aussi Chambres législatives. — Sénat.

Prestation de serment. — V. Chambres législatives. — Sénat : Validation de pouvoirs.

Procédure civile.
SUCCESSIONS.
SCELLES.
Projet de loi modifiant la législation relative à l'apposition des scellés après décès.
Doc. — N° 52. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m.j. ; p. 176 (17 juin 1954).
EXPROPRIATION.
Proposition de loi portant abrogation de l'arrêté-loi du 3 février 1947, relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté-loi du 10 février 1947, relatif à la réquisition d'immeubles ainsi qu'à la réquisition et à la réservation du matériel et des matériaux, pour cause d'utilité publique.
Doc. — N° 91. Proposition de M. Van Hemelrijck.

Programme gouvernemental. — V. Gouvernement.

Projets caducs. — V. Chambres législatives.

Protection morale de la jeunesse. — V. Enfance.

Q

Questeurs du Sénat. — V. Chambres législatives. — Sénat. — Bureau définitif.

R

Régie des télégraphes et téléphones. — V. Communications : Télégraphes et Téléphones.

Régie des voies aériennes. — V. Communications : Aviation.

Régime matrimonial. — V. Droit civil : Contrat de mariage.

Règlement. — V. Chambres législatives : Sénat. — V. aussi Chambres législatives : Sénat. — Commissions permanentes.

Réglementation du commerce. — V. Commerce et Industrie.

Représentants belges de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. — V. Affaires étrangères : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

Représentants de commerce (Voyageurs et). — V. Chambres législatives : Projets caducs.

Réquisitions. — V. Procédure civile : Expropriation.

Revenus. — V. Impôts : Impôts directs.

Revision de la Constitution. — V. Droit public.

S

Salaires et traitements. — V. Travail.

Scellés (Apposition des). — V. Procédure civile : Successions.

Secrétaires du Sénat. — V. Chambres législatives. — Sénat. — Bureau définitif.

Sénat. — V. Chambres législatives.

Serment (Prestations de). — V. Chambres législatives. — Sénat : Validations de pouvoirs.

Société nationale de la Petite Propriété terrienne. — V. Habitations.

Société nationale des Habitations et Logements à bon marché. — V. Habitations.

Successions. — V. Procédure civile.

Sucre. — V. Affaires étrangères : Agriculture et Horticulture.

S. N. C. B. — V. Communications : Chemins de fer.

Statut des voyageurs et représentants de commerce. — V. Chambres législatives : Projets caducs.

T

Taxation forfaitaire. — V. Impôts : Impôts directs. — Revenus.

Taxe de transmission. — V. Impôts : Impôts indirects.

Taxes assimilées au timbre. — V. Impôts : Impôts indirects.

Télégraphes et Téléphones. — V. Communications.

Travail.
SALAIRES ET TRAITEMENTS.
Proposition de loi fixant les minima de salaires et traitements.
Doc. — N° 92. Proposition de M. Mérenne.

V

Validation des pouvoirs. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Vente à tempérament. — V. Commerce et Industrie : Réglementation du commerce.

Vice-Présidents. — V. Chambres législatives. — Sénat. — Bureau définitif.

Viduité. — V. Droit civil.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Pensions.

Voyageurs (et représentants de commerce). — V. Chambres législatives : Projets caducs.